

CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

DOSSIER

VISAGES D'ASIE

INTERVIEW

Sylvie Brieu : Résister c'est
vivre, au cœur de la Birmanie

FOCUS

Le projet PATAMIL

TÉMOIGNAGES

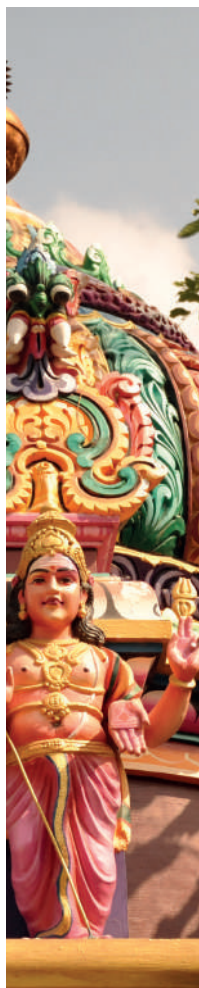
en Centre-Val de Loire



mai 2025

56

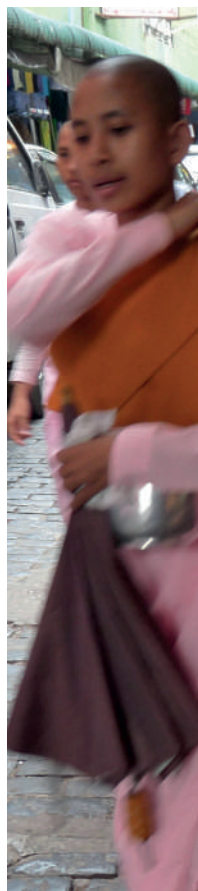
SOMMAIRE



Des pays d'Asie
méridionale
très différents : quels
besoins,
quels moyens ?

Dossier

P.12



Sylvie Brieu : Résister
c'est vivre, au coeur
de la Birmanie

Interview

P.16



Le projet PATAMIL

Focus

P.22



Témoignages en
Centre-Val de Loire

Témoignages

P.24

REVUE DU RÉSEAU N°56 - VISAGES D'ASIE

Comité de rédaction Centraider • **Contributeurs** Tony Ben Lahoucine, Frédéric Bourdier, Sylvie Brieu, Daneil Dumey, Frédéric Landy, Gisèle Mazel, Alain Payen, Élise Pereira Nunes, Les Physiotrotters, Région Centre-Val de Loire, Nina Reynaud, Bertrand Sajaloli, Laura Verdelli • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flickr'r, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com, Midjourney • **Élaboration de la revue** Centraider • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau • **Remerciements** Sylvie Brieu, Alain Payen, Aurore Mallet, Bertrand Sajaloli, Peiwen Wang • **Visuel de couverture** Julia Volk - Pexels.com • **Directeur de publication** Renaud Mettre • **Imprimeur** Imprimerie  • **ISSN** : 2270-8377 • **Contact** Guillaume Guetreau, chargé de communication / guillaume.guetreau@centraider.org / contact@centraider.org • **CENTRAIDER** est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français • www.centraider.org

Consacrer un numéro du Bulletin semestriel de Centraider à un espace géographique, l'Asie, répond à l'actualité et tente de combler un manque. L'actualité car l'Asie est très affectée par de multiples facteurs (séisme en Birmanie, effets économiques de la politique trumpienne, manifestations climatiques violentes consécutives au changement climatique au Pakistan, en Inde et en Asie du Sud-Est, politiques nationalistes de nombreux États, multiplication des conflits internes et transfrontaliers, recrudescence de l'extrême pauvreté après la crise sanitaire du Covid...) qui bouleversent l'aide au développement et les projets de solidarité internationale. Actualité encore, plus légère et moins prégnante, car s'achève le programme de recherche PATAMIL sur la justice alimentaire en Inde (patamil.centraider.org), porté par l'université d'Orléans, financé par la Région Centre Val de Loire, dans lequel Centraider est impliqué. Manque, car l'Asie se fait très discrète parmi les acteurs de la solidarité en Région Centre Val de Loire, si l'on excepte le Conseil régional qui entretient des partenariats stratégiques via des accords de coopération décentralisée avec trois zones : la province de Hunan en Chine, l'État du Tamil Nadu en Inde et la région de Luang-Prabang au Laos.

Alors qu'elle représente près de 60% de la population mondiale (4,82 milliards d'habitants en avril 2025), alors qu'elle constitue le premier foyer de pauvreté du monde si l'on considère le nombre de personnes touchées par l'extrême misère, l'Asie n'est une zone d'intervention que pour moins de 10% des membres du réseau Centraider. Certains États sont en effet durement frappés : 24% de la population du Pakistan – soit 255 millions de personnes ! – vit sous le seuil de pauvreté, 25% au Népal et en Birmanie, 19% au Bangladesh, 16% au Cambodge. Les Philippines, avec 23% de taux de pauvreté, soit plus de 25 millions de personnes en 2023, ne bénéficient par exemple d'aucun projet émanant de notre région. Un regard plus attentif sur le panorama des projets, récents ou en cours, accroît même cette discrétion puisque seulement 37 d'entre eux (qui concernent moins de 3% du nombre de nos membres !) concernent l'Asie.

Cette sous-représentation connaît bien entendu des raisons ! Elle est consécutive à la distance (l'Amérique latine et les Caraïbes n'étant pas mieux loties !), aux difficultés linguistiques et notamment à la pratique de l'anglais, à l'histoire de la colonisation qui inscrit bon nombre de pays dans la sphère anglo-saxonne, aux politiques nationales, notamment en Inde et en Chine, mais aussi en



”

Alors qu'elle représente près de 60% de la population mondiale [...] qu'elle constitue le premier foyer de pauvreté du monde, l'Asie n'est une zone d'intervention que pour moins de 10% des membres du réseau Centraider.

Afghanistan, en Birmanie, au Vietnam... qui ne facilitent pas le travail des ONG étrangères. Mais elle répond aussi à une peur diffuse de l'Orient : la saleté, la foule, l'incompréhension des cultures et des pratiques religieuses... Combien de fois n'avons-nous pas entendu des mises en garde quand il s'est agi de travailler en Inde, et pire encore d'y aller avec des enfants ! Elle répond encore à l'oubli que bon nombre de pays sont ouverts à la francophonie (Nododom Sihanouk, roi du Cambodge, est l'un de ses pères fondateurs), même si elle rappelle le passé colonial de la France, même si elle est en déclin.

Les projets présentés dans ce numéro sont ainsi d'autant plus exemplaires. Ils concernent surtout l'agriculture et le monde rural où vivent encore des parts importantes des populations locales (75% des Cambodgiens, 62% des Laotiens, mais aussi 64% des 1,4 milliards d'Indiens sont paysans !), l'éducation et l'aide à l'enfance (32% des laotiens ont moins de 15 ans), la santé mais aussi, plus récemment, l'écotourisme et l'ouverture au monde. Les récits de ces acteurs impliqués dans ces projets asiatiques sont très enthousiastes, leurs actions toujours conduites en partenariat avec des partenaires indiens sont efficaces et durables. Rejoignez-les !

Bertrand Sajaloli

> Vice-président de Centraider



PUBLICATION DES ÉTUDES «ACTER» ET «PREDICT»

Centraider a mené une double-étude inter-régionale (ACTER 2023 et PREDICT 2024-2025) qui s'inscrit dans une démarche de réflexion engagée par plusieurs réseaux régionaux multi-acteurs sur leur collaboration avec les collectivités territoriales.

La première étude ACTER avait pour objectif de connaître l'action internationale des collectivités sur chaque territoire. Après avoir mené enquêtes, et entretiens, un diagnostic a pu être posé avec une actualisation des connaissances sur les politiques d'AECT menées par les collectivités des régions concernées, une typologie des modèles organisationnels de l'AECT, et une base d'analyse pour la seconde étude.

Cette seconde étude PREDICT avait pour

objet d'interroger la diversité des collaborations entre les RRMA et les collectivités territoriales afin d'améliorer et d'approfondir l'offre de services existante en lien avec les évolutions récentes des politiques de coopération et de solidarité sur les territoires.

La phase finale de l'étude s'est articulée pour permettre aux RRMA de repenser leur stratégie vis-à-vis des collectivités territoriales pour mieux les appuyer dans la définition et la mise en place de leurs politiques de coopération et de solidarité internationale, mais aussi de promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale et de la mobilité internationale auprès des jeunes de leur territoire.

Un guide opérationnel a été construit en

ce sens et propose des recommandations pour faciliter le déploiement de l'accompagnement des RRMA vers les collectivités mais aussi créer ou renforcer nos coopérations avec elles en faveur des ODD, de la citoyenneté mondiale et de l'ouverture sur l'autre.



**Retrouvez
ces deux études
sur centraider.org**

PUBLICATION DU BAROMÈTRE INTER-RRMA



Réalisé par la CIRRMA avec les RRMA dont Centraider, ce nouveau baromètre actualise les données de 2021 pour dresser un état des lieux détaillé des dynamiques régionales en matière de coopération et de solidarité internationale.

Il met en lumière la richesse et la diversité des actions en faveur des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Ce document offre des analyses utiles aux ONG, collectivités et partenaires, afin de renforcer les synergies territoriales, valoriser les initiatives locales et favoriser l'émergence de nouvelles collaborations efficaces et durables.



**Retrouvez
la baromètre 2025
sur centraider.org**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CENTRAIDER 2025



L'Assemblée Générale de Centraider s'est tenue à Vendôme le vendredi 28 mars 2025.

Elle a débuté par les mots d'accueil de Renaud Mettre, président de Centraider, puis ceux de Rémi Chambrier, Directeur Europe et International à la Région Centre-Val de Loire, qui a présenté la nouvelle stratégie Europe et international de celle-ci via une vidéo. Le mot de Tony Ben Lahoucine, président de la CIRRMA, a été lu par Renaud Mettre.

M^{me} Minthy Mabiala-Boussi, élue à la Vie associative de la Ville de Vendôme, a été chaleureusement remerciée pour le soutien apporté par la commune où se trouve le siège historique du réseau.

Fidèle à sa tradition originale et dynamique, la séance s'est ouverte dans une ambiance théâtrale et pédagogique, avec une présentation du rapport d'activités 2024 façon « C'est pas sorcier », animée par toute l'équipe de Centraider ! Devant 40 participants, dont 33 votants, les salariés ont troqué leurs matériels habituels contre blouses blanches et maquettes pour revisiter l'année 2024, avec humour et clarté, afin de dynamiser la présentation des actions menées. Le lancement de PRISME, la poursuite d'EXPLOR et de RECITAL a rythmé l'année, illustrant une dynamique innovante au service de la coopération internationale. En parallèle, 99 acteurs ont été accompagnés dans

leurs projets, avec une attention particulière portée aux collectivités locales et comités de jumelage mais aussi aux OSIM, organisations issues des migrations, très actives mais peu visibles. L'équipe a également présenté la nouvelle organisation territoriale, mise en œuvre pour renforcer la proximité, et offrir un accompagnement plus adapté sur l'ensemble des départements.

Les campagnes citoyennes Festisol et Alimenterre ont animé le territoire. Centraider a eu l'honneur d'accueillir en 2024 la formation nationale Alimenterre, reconnaissance de son rôle dans l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Le rapport financier présenté par Gabriel Rousseau, trésorier, a mis en lumière une hausse des subventions publiques et un engagement toujours aussi solide, malgré un léger déficit. La commissaire aux comptes a salué la qualité de la gestion, et a certifié les comptes réguliers et sincères.

Côté gouvernance, le Conseil d'Administration accueille trois nouveaux membres :

- Philippe Waret, Électriciens Sans Frontières, Collège associations
- Oulématou Ba-Tall, Ville de Tours, Collège collectivités locales
- Jean-Sébastien Quella, Santé Recycle, Collège acteurs économiques



Une AG originale, joyeuse et collective à l'image du réseau, et pour célébrer les 25 ans de Centraider, nous vous donnons rendez-vous le 23 mai 2025 à Orléans, un moment fort à ne pas manquer.



**Retrouvez le
rapport d'activités
2024 sur
centraider.org**



VIE DU RÉSEAU



Retrouvez toutes les infos sur centraider.org ou contactez : maxime.guizouarn@centraider.org

ARCHIPEL-ODD : UN NOUVEAU DISPOSITIF DE SOUTIEN FINANCIER POUR LES ACTEURS MENANT DES PROJETS DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Dans le cadre du programme RECITAL-ODD, qui est renouvelé pour une 3^{ème} phase, un nouveau dispositif de soutien financier est expérimenté en région Centre Val de Loire. Intitulé « Archipel-ODD », ce nouvel appel à projet s'adresse exclusivement aux associations de solidarité Internationale ou de développement durable qui souhaitent mener des projets avec les équipes éducatives dans les établissements d'enseignements, de la primaire à l'université.

Archipel-ODD, soutenu financièrement par l'Agence Française de Développement, s'inscrit donc dans les directives du ministère de l'édu-

cation nationale et du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire sur l'éducation au développement durable et sur la mise en place des parcours citoyens dans les établissements.

Les enveloppes financières attribuées pour la mise en œuvre de ces projets vont de 500 à 1000 €.

La particularité de ces projets est qu'ils doivent être co-construits entre les membres de l'association (salariés ou bénévoles) et les équipes éducatives, pour s'inscrire dans le parcours éducatif des élèves tout en favorisant leur ouverture au monde et leur compréhension des grands enjeux à l'échelle du

globe. S'adressant à une classe ou à un groupe d'élèves (un club, une section, les éco-délégués, ou tout l'établissement), les projets doivent faire l'objet au minimum de 3 interventions de l'association face aux élèves et d'un événement de restitution auprès d'autres membres de la communauté éducatives (les autres élèves, enseignants, personnels ou les parents d'élèves par exemple).

Archipel-ODD est donc un appel à projet d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale ou au développement durable, mais c'est aussi un dispositif pour renforcer et pérenniser les partenariats entre les établissements et les associations.

VIE DU RÉSEAU

RECITAL-ODD : 3E PHASE

C'est officiel, le programme RECITAL-ODD est renouvelé pour une troisième phase qui sera mise en œuvre jusqu'en 2027. L'appel à projet RECITAL-ODD évolue, en s'ouvrant à tous les publics (enfants, jeunes, adultes), le parcours d'accompagnement proposé aux acteurs, les formations et les temps de rencontre et d'échanges se poursuivront durant cette nouvelle phase du programme. Un nouveau disposi-

tif de soutien technique et financier est expérimenté à l'occasion de ce nouveau triennal (cf. Archipel-ODD).

Pour plus d'informations, rendez-vous sur la page RECITAL-ODD de notre site internet ou contactez Maxime Guizouarn à l'adresse maxime.guizouarn@centraider.org



VIE DU RÉSEAU

LES LAURÉATS DE PRISME

L'incubateur PRISME, mis en place par Centraider, a pour objectif de soutenir les acteurs associatifs de la région Centre-Val de Loire en leur offrant des outils concrets pour structurer, développer et pérenniser leur structure et leurs initiatives. PRISME répond aux besoins des associations en matière de structuration associative, de renforcement des compétences et de mise en réseau avec des partenaires stratégiques. Il permet de booster les projets associatifs, en les dotant de bases solides et durables.

Le lundi 16 décembre 2024, le comité de sélection s'est réuni pour examiner les 11 candidatures reçues. Composé de représentants de la Région Centre-Val de Loire, de la Ligue de l'enseignement et de Centraider, le comité a rigoureusement analysé chaque dossier en fonction de leurs attentes et des idées de projet. À l'issue de cette sélection, 7 associations ont été retenues pour intégrer la première promotion de PRISME.

Les associations sélectionnées sont issues

de trois départements de la région et mène des actions dans différents pays éligibles à l'aide publique au développement. Elles œuvrent dans des domaines aussi divers que le sport, l'accès à l'eau ou les activités génératrices de revenus (AGR).

Voici les lauréats de cette première promotion :

- Association Teranga : basée dans le Loiret mène des initiatives au Maroc.
- Agir pour l'Enfant : basée en Indre et Loire mène des projets en Haïti.
- Association Daytoursport : basée en Indre et Loire mène des actions en Ethiopie.
- Des Paroles et des Actes (PACTES) : basée dans le Loiret mène des projets en Guinée.

- Association Tous Ensemble 37 : basée en Indre et Loire mène des actions au Rwanda et en Tanzanie.
- Association de Solidarité Internationale et d'Education (A.S.I.E) : basée dans le Cher mène des actions en Inde et en Ouzbékistan.
- Action Culturelle et Solidarité Internationale (ACSI) : basée en Indre et Loire mène des actions au Cameroun.

Les associations lauréates bénéficient d'un programme d'accompagnement sur mesure, qui se déroule sur une période de 9 mois, incluant des mises en relation avec des partenaires stratégiques, et des conseils adaptés à leurs besoins spécifiques.

La clôture du parcours d'accompagnement aura lieu en septembre 2025 en présence des partenaires techniques et financiers.



VIE DU RÉSEAU

Photo :
Sarai Carrasco /
Pexels

PAR LA SOLIDARITÉ, CONSOLIDONS LA MONDIALITÉ !

Tony Ben Lahoucine

> Adjoint au maire d'Issoudun
Président d'honneur
de CENTRAIDER
Président de la CIRMA

”

***A l'heure des choix,
économiques, politiques,
commerciaux ou encore
militaires, il est dans l'air
du temps de mettre en
concurrence les différentes
formes de solidarité.***

À l'heure des choix, économiques, politiques, commerciaux ou encore militaires, il est dans l'air du temps de mettre en concurrence les différentes formes de solidarité. Face aux désordres et aux chaos du monde, il faudrait « prioriser » ce qu'il est convenable d'absorber, d'amortir ou de réparer par des actes de solidarité. La santé ou l'éducation ? Le système de retraite ou la militarisation ? Le local ou l'international ?

L'esprit de la solidarité, comme réponse utile et nécessaire face à cette main invisible (et surtout visiblement maladroite !) qui régule nos interactions, aurait comme disparu. Tout du moins, cherche-t-on à la fractionner et à la mettre en concurrence en son sein. L'actualité pousserait à segmenter nos valeurs, comme on le fait à travers des lignes budgétaires, l'essentiel du superflu, l'intérêt bien compris de l'intérêt général, l'ami proche du lointain voisin. Il s'agirait alors non plus de choisir la Solidarité, comme principe général d'action, ce 4e pilier caché de notre devise républicaine, mais de choisir dans cette Solidarité la portion congrue qu'il conviendrait, d'après l'intime conviction de chacun, de sauvegarder. A ce jeu, l'offre politique excelle à attirer le regard sur la solidarité concurrente de la vôtre.



”

Si vous fermez une mine de charbon dans le Montana, sans résoudre la question sociale sous-jacente, il est possible que certains électeurs impactés fassent basculer la donne électorale en suivant, jusqu'à provoquer quelque temps plus tard la fermeture d'USAID et en conséquence la possible augmentation du VIH en Afrique du Sud d'ici à 2030. L'effet papillon est important.

Choisissez, et choisissez vite, il en va de l'effondrement de notre économie, de la guerre, de notre civilisation. Angoissant.

Dans le petit monde de la coopération et de la solidarité internationale, d'aucun se souviendront de la formule « la Corrèze plutôt que le Zambèze » qui marque aujourd'hui l'esprit plus par la rime que la pertinence du propos. En effet, il faut certainement retrouver le bon sens de l'esprit même d'une Solidarité indivisible ; le réchauffement climatique, la pauvreté, les pandémies ne sont pas des problèmes de l'ailleurs, lointain. Si vous fermez une mine de charbon dans le Montana, sans résoudre la question sociale sous-jacente, il est possible que certains électeurs impactés fassent basculer la donne électorale en suivant, jusqu'à provoquer quelque temps plus tard la fermeture d'USAID et en conséquence la possible augmentation du VIH en Afrique du Sud d'ici à 2030. L'effet papillon est important. La solidarité, quelle qu'en soit l'expression, est donc nécessaire car toutes les thématiques de l'action sociale, environnementale, sociétale sont intrinsèquement liées, comme nous le rappellent les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Intersectionnalité des luttes, interdépendances des économies, indivisibilité des

objectifs, quel que soit l'angle de vue, nous appelons à l'unité dans les mouvements de solidarité. L'aridité totalisante d'une solidarité contre une autre, est contraire à l'esprit même de solidarité qui lie entre elles les questions que notre hu-

Photo :
Audy of course /
Pexels





Photo :
Stephen Leonardi /
Pexels

”

Nous promouvons un principe de Solidarité, nous ne défendons pas une ligne budgétaire. Rappelons que la et les solidarités notamment en direction des plus vulnérables, c'est la Fraternité en actes !

manité a à résoudre.

Nous promouvons un principe de Solidarité, nous ne défendons pas une ligne budgétaire. Rappelons que la et les solidarités notamment en direction des plus vulnérables, c'est la Fraternité en actes !

Porter la Solidarité comme un étendard épuise-t-il pour autant le débat ? Cela suffit-il à se ranger du bon côté de l'Histoire, et d'accuser tous les autres de fractionnisme, de protectionnisme ou encore d'égoïsme. Assurément, non. Il est essentiel pour en débattre de mesurer l'efficacité de cette solidarité. Et ce n'est pas une question nouvelle. On peut se réjouir des nombreuses démarches d'évaluation qui portent sur les projets de solidarité internationale par exemple, leurs financements comme leurs impacts. Mais l'on peut aussi applaudir lorsque la justice est rendue sur des questions de harcèlement ou toutes autres formes de violences commises dans le cadre d'organisations ou d'activités de bienfaisance. La solidarité n'est pas une immunité juridique.

Sur un plan politique, il est important également de garantir qu'elle ne soit pas l'instrument utile (et anecdotique) pour compen-

ser les « externalités négatives » comme disent les économistes. Pour qu'elle ne soit pas anecdotique, oui il est important que ces organisations qui œuvrent chacun à leurs niveaux à des formes de solidarité puissent réclamer des moyens. Ce n'est ni tabou, ni indécent d'affirmer que nous devons investir dans des enjeux de développement durable et solidaire. Le retour sur investissement est-il mesurable ? Il est plus facile de mesurer l'étendue d'un problème, que les solutions qui ont permis d'empêcher ou d'atténuer son émergence. La solidarité, c'est aussi une forme de médecine préventive.

Enfin sur le plan de la méthode, il est tout aussi important de pouvoir en expliquer à nos concitoyens les motivations, les mécanismes, les conséquences, les réussites comme les échecs. C'est à ce chantier pédagogique que s'attaquent inlassablement les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs, afin d'attacher toutes les solidarités ensemble ; en louant les intentions de nos concitoyens, en professionnalisant leurs actions, et en reliant ce qui forge les particularités de nos territoires au reste de la planète.

Je tiens à saluer l'engagement des équipes

des professionnels des RRMA et de la CIRRMA, les bénévoles des gouvernances des RRMA comme de la CIR-
RMA. L'agenda des Solutions passera par un renforce-
ment de nos réseaux avec la création de futurs RRMA
en Guyane, à la Réunion et à Mayotte. Nous avons
salué lors de l'Assemblée Générale de la CIRRMA ces
dynamiques, nos partenariats existants dont celui avec
le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. La
présence de Rémy Rioux, Directeur général de l'Agence
Française de Développement a été un des temps forts
pour rappeler ensemble que l'Aide Publique au Déve-
loppement ou Solidarité par l'investissement local est
une des politiques publiques dont nous sommes collec-
tivement fiers.

Grâce à l'action collective de la CIRRMA, plusieurs nou-
velles importantes confirment l'action collective de la
CIRRMA :

- Le programme « 1% accès aux services essentiels » a
été validé par l'Agence Française de Développement
pour une subvention de 1 040 000€ dont 170 000 €
pour les 6 RRMA. Merci aux équipes pour leurs
contributions et leurs patiences.
- Le comité ONG du 4 avril 2025 a approuvé, vendredi
dernier, à l'unanimité le financement de 3 600 000
euros à la CIRRMA pour le projet « RECITAL ODD »
phase 3. Rappelons que ce comité d'instruction est
composé notamment du président du CA de l'AFD,
du MEAE, de Fondation de France...

Je veux y voir le travail de toutes les équipes des RRMA
qui, rassemblées dans ce programme depuis 5 ans main-
tenant, a su convaincre l'AFD de la pertinence des ac-
tions territorialisées. Je remercie la mobilisation de cha-
cune des gouvernances de nos RRMA sur ces dossiers et
l'implication de Franck Fortuné, Directeur général de la
CIRRMA et de Gaël Clabecq, Directeur des programmes
de la CIRRMA en lien avec l'équipe de Centraider. Dans
le climat morose budgétaire de notre pays, ces deux
nouvelles sont assurément de bonnes nouvelles. Elles
sont le signe de notre capacité à agir et de l'expertise
des réponses en lien avec chacun de nos territoires.

Et comme tout ne se passe pas à la CIRRMA...

Je tiens à saluer, également, le travail de notre in-
ter-réseaux qui a permis de convaincre le FONJEP
(et derrière cela le MEAE), de la qualité du travail
des RRMA sur les mobilités courtes. Cela représente

un peu plus de 120 000 € de soutien au dispositif
Explor qui passe ainsi de 4 à 9 RRMA. Je salue et fé-
licite à travers vous les consortiums Pays de la Loire
Coopération Internationale, Lianes, Horizons Solidaires,
Réseau Bretagne Solidaire ; Centraider, SO Coopé-
ration, Resacoop, Territoires Solidaires, Occitanie
Coopération. Il me souvient d'un temps où 3 RRMA :
Pays de la Loire Coopération Internationale, Lianes
Coopération et Centraider avaient initié la prise en main
et le lancement de ce dossier.

Sérieux, reconnaissance institutionnelle de la CIRRMA ;
agilité au plus près des territoires et ce en lien avec les
acteurs économiques via l'inter-RRMA ; engagement des
gouvernances et des équipes : ces 3 exemples récents
témoignent de la force que nous représentons.

Continuons, ensemble, à faire vivre et développer cette
force. C'est tout le sens de mon engagement au sein de
la CIRRMA.

Édouard Glissant nous a rappelé : « Je crois qu'il faut
adopter le principe : agis dans ton lieu, pense avec le
monde. C'est cela la mondialité. Une politique du monde
qui s'oppose aux aspects négatifs de la mondialisation ».

Alors ensemble, face aux vents mauvais, aux dévires po-
pulistes et impérialistes, continuons par l'action et par la
solidarité à contribuer et à consolider cette mondialité !

Photo :
Arina Dmitrieva / Pexels



”

**Édouard Glissant nous a
rappelé : « Je crois qu'il faut
adopter le principe : agis dans
ton lieu, pense avec le monde.
C'est cela la mondialité.
Une politique du monde qui
s'oppose aux aspects négatifs
de la mondialisation**



DOSSIER

DES PAYS D'ASIE MÉRIDIONALE TRÈS DIFFÉRENTS : QUELS BESOINS, QUELS MOYENS ?

Photo :
Bertrand Sajaloli

Frédéric Landy

> Professeur de géographie à l'Université Paris Nanterre
Ancien directeur de l'Institut français de Pondichéry

Frédéric Bourdier

> Chargé de recherche en anthropologie à l'Institut de recherche et de développement (IRD)

Quand la Région Centre-Val de Loire propose sa collaboration avec l'État indien du Tamil Nadu, qui est fois 34 fois plus peuplé, le processus ne peut être le même que lorsque l'interlocuteur est une petite ONG laotienne, prise à la gorge par la fin de l'USAID qui jusque-là la finançait. Quelle place en Asie, si vaste continent, pour la solidarité internationale et la coopération décentralisée ? Quels sont les pays demandeurs, quels sont les pays fermés ? Pour ce qui concerne l'Asie méridionale (nous ne parlerons pas ici de la Russie, ni du Japon ou des Corées), les situations varient énormément. Certains pays ont un PIB énorme (la Chine bien sûr, qui à elle seule vaut cinq fois l'Inde), d'autres minuscules (Laos). Ramenées au PIB par habitant, les différences s'amenuisent assez peu. La croissance chinoise a placé ce pays dans l'orbite des pays du Nord, tandis que l'Inde, partie bien

plus tard, est loin de faire jeu égal alors même qu'elle est devenue le pays le plus peuplé du monde. Il existe des pays assez « riches » dans ce continent dominé par ceux qui restent malgré tout des « pays du Sud ».

On sait cependant les biais de la définition du PIB, notamment du fait des richesses géologiques (mines, hydrocarbures...) qui représentent des ressources importantes mais mal partagées entre les habitants et proposant peu d'emplois. Aussi vaut-il mieux utiliser l'Indice de Développement Humain¹. En Asie (voir la carte ci-contre),

¹ Cet indice est composé de trois critères : l'espérance de vie à la naissance, la durée de scolarisation et le revenu brut par habitant.

”

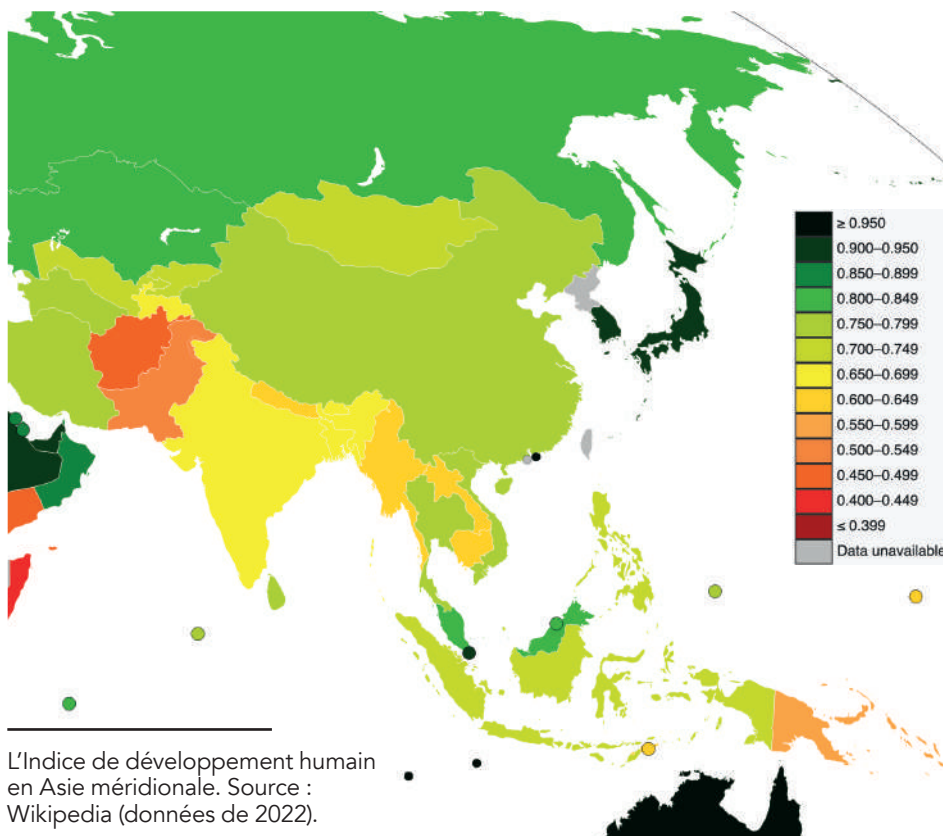
Quelle place en Asie, si vaste continent, pour la solidarité internationale et la coopération décentralisée ? Quels sont les pays demandeurs, quels sont les pays fermés ?

Singapour domine largement, suivi du cas particulier de Brunei, puis de la Malaisie et de la Thaïlande. L'Afghanistan derrière le Pakistan ferme la marche.

Croiser les indicateurs peut alors définir trois catégories de pays, selon leurs besoins en « développement » (IDH) ou leurs capacités d'y faire face (PIB par habitant). L'idée étant que selon les buts recherchés par l'institution française (une coopération visant l'aide humanitaire, ou une coopération recherchant plutôt une collaboration d'égal à égal), il faudra privilégier un type de pays plutôt qu'un autre.

On ne peut guère aller plus loin cependant. Tout cela correspond à une approche aveuglement statistique et économique, qui ne tient pas compte des réalités socio-politiques. Il faudrait donc rapporter tous ces chiffres aux contextes d'ouverture/fermeture des pays. On distingue alors trois nouvelles situations :

- Les pays très fermés, comme la Birmanie (ou Myanmar) en proie à la guerre civile, qui attribua au compte-goutte les autorisations d'entrée à l'aide humanitaire lors du séisme de mars 2025. Vietnam ou Chine sont eux aussi peu ouverts à une coopération internationale sans conditions.
- Les pays peu accueillants : l'Inde refusa l'aide internationale lors du tsunami de 2004, mais elle accepte certains financements – plutôt que des préceptes et de la main d'œuvre étrangère, comme on le verra.
- Les pays au contraire très demandeurs : cela peut être en raison de leurs gros besoins, mais aussi pour de « mauvaises raisons » quand la corruption permet de détourner une bonne partie de la manne venant de l'étranger. La Birma-



	Gros besoins (faible IDH)	Faibles besoins (IDH élevé)
Gros moyens (PIB élevé)	Inde	Chine, Malaisie
Faibles moyens (PIB faible)	Afghanistan	?

nie et l'Afghanistan sont respectivement 168^{ème} et 164^{ème} sur les 180 pays classés par Transparency International en matière de corruption, loin derrière l'Inde (96^{ème}), l'Indonésie (100^{ème}) ou les Philippines (118^{ème}) .

Le cas de l'Inde

Le taux de pauvreté officiel est très discuté, notamment pour des raisons politiques, mais selon la Banque mondiale, en 2021 13 % de la population indienne ne gagnait pas 2,15 \$ par jour (le pourcentage était de 5 % au Bangladesh voisin) . Contrairement à une certaine vision étrangère frappée par les grands bidonvilles de Bombay ou Delhi, la pauvreté est plus massive à la campagne que dans les villes. Selon certaines estimations, les inégalités sociales (coefficient de Gini²) seraient désormais

² L'indice de Gini mesure le degré d'inégalité de revenus d'un pays. Il varie de 0% (égalité parfaite entre tous les habitants) et 100% (toutes les richesses appartiennent à un seul individu)

”

En Inde [...] Contrairement à une certaine vision étrangère frappée par les grands bidonvilles de Bombay ou Delhi, la pauvreté est plus massive à la campagne que dans les villes.

”

Mais l'Inde n'est pas forcément très demandeuse de coopération internationale, et en tout cas pas d'aide humanitaire. Sa croissance économique et le nationalisme hindou au pouvoir à New Delhi et dans de nombreux États fédérés ont renforcé sa conviction qu'elle a les forces pour se développer par elle-même.

Photo :
Bertrand Sajaloli

supérieures en Inde à celles du Brésil ou de l'Afrique du sud : la croissance économique n'est pas pour tout le monde. Aux inégalités de classes et de castes (les Dalits, ex-Intouchables, se trouvent toujours dans une situation subalterne) s'ajoutent celles de genre, dans un cadre social extrêmement dur et hiérarchisé, parfois cynique, où la sécurité sociale institutionnelle existe fort peu (d'où le recours aux structures familiales et de castes), et avec des disparités de salaire considérables (un professeur d'université peut gagner 15 fois plus qu'une femme de ménage). Il existe aussi de fortes inégalités régionales : l'Inde du centre-est, avec des États demeurés assez forestiers et « tribaux » comme le Jharkhand ou le Chhattisgarh, représente la principale poche de pauvreté (guérilla naxalite), tandis que le Kérala, tout au sud, jouit d'un bon niveau de développement.

Mais l'Inde n'est pas forcément très demandeuse de coopération internationale, et en tout cas pas d'aide humanitaire. Sa croissance économique et le nationalisme hindou au pouvoir à New Delhi et dans de nombreux États fédérés ont renforcé sa conviction qu'elle a les forces pour se développer par elle-même. Prenons l'exemple de l'agriculture, elle est dotée d'une belle infrastructure de développement, avec au sommet l'ICAR – l'équivalent de notre INRAE –, des universités agricoles dans les différents États, des centres de vulgarisation (KVK) dans chaque district, et des conseillers agricoles dans nombre de villages. Le secteur privé s'est beaucoup développé, dans des secteurs libéralisés depuis les années 1980 (les semences) ou dans des activités de pointe (la télédétection pour analyser la météo ou l'humidité des sols). Le goulot d'étranglement reste la petite taille des exploitations agricoles (un hectare en moyenne, 70 fois moins qu'en France) : si la productivité de la terre (les rendements agricoles) sont tout à fait honorables avec deux cultures par an, la productivité par travailleur est donc faible. Sans avoir peur des généralisations, les freins à la coopération internationale avec New Delhi ou les 28 États fédérés sont de quatre ordres :





- La question géopolitique des frontières : pouvoir travailler avec le Nord-Est himalayen, voisin de la Chine, de la Birmanie ou du Bangladesh est très difficile, de même avec le Cachemire. Moins connu : le domaine littoral est souvent sensible, surtout depuis les attentats de Bombay de 2008, où les assaillants étaient venus de la mer.
- La question religieuse : l'Inde, laïque depuis sa naissance, ne valorise guère les interventions susceptibles de donner lieu à des conversions. Les moines bouddhistes peuvent être les bienvenus, mais l'islam et le christianisme, surtout depuis l'arrivée au pouvoir fédéral du nationalisme-hindou en 2014, sont la source de bien des méfiances. Le formulaire de demande de visa oblige souvent à préciser que l'on n'est pas un missionnaire, et les ONG d'origine chrétienne sont a priori suspectes.
- L'influence étrangère est contrôlée par le FCRA (Foreign Contribution Regulation Act), une certification obligatoire pour les organisations indiennes qui souhaitent recevoir des financements étrangers. Les sections indiennes de Greenpeace ou d'Amnesty International en ont récemment fait les frais.
- Enfin, certains sujets de recherche ou de coopération ne sont pas considérés pertinents par le gouvernement indien. Tout ce qui concerne la pauvreté, les maladies (sida), l'immigration, les populations tribales ou les religions non hindoues peut donner lieu à des refus de visa. La biodiversité ou les médecines traditionnelles à base de plantes sont soumises au lourd protocole de Kyoto. En revanche, les industries de pointe, l'agroécologie, les études sanskrites sont très bien vues...

Le cas du Cambodge

Ce pays fut longtemps très ouvert, devenu un terrain d'expérimentation pour bien des ONG internationales sans aucun contrôle. Le gouvernement a désormais repris la main, en basculant peut-être dans l'excès inverse, et sans pour autant éviter les « captures de rente » par certaines élites ou des fonctionnaires corrompus. Pour lancer des projets de recherche, il faut passer devant un comité d'éthique dont les avis sont souvent négatifs en ce qui concerne les sujets de santé ; beaucoup plus ouverts pour l'agriculture ou l'aide technique. En théorie, il faut montrer les articles rédigés sur le pays avant de les proposer à une revue pour publications. Par ailleurs, les ONG internationales ont dû se localiser : les ONG laotiennes ont pris le relais, mais elles sont très contrôlées, n'ont pas le droit de faire du plaidoyer – et sont en forte concurrence pour les financements étrangers, encore davantage depuis la fin d'USAID. Le gouvernement veut désormais éviter les prêts conditionnels, et son souci d'indépendance le fait souvent se tourner vers la Chine, peu regardante sur la question des droits humains – et notamment sur les droits des populations autochtones (le Cambodge n'est pas signataire de la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail).

Deux besoins prioritaires au niveau de la coopération semblent être l'appui aux associations de défense des droits humains (désormais presque sans financements) et, plus compliqué quand on ne dispose pas des bons réseaux, le soutien aux journalistes indépendants : mis à l'écart par le gouvernement, ils sont prêts à coopérer avec des enquêteurs étrangers, y compris sur des thèmes sensibles, pour des journaux internationaux.

Photo :
Bertrand Sajaloli

”

Le Cambodge fut longtemps très ouvert, devenu un terrain d'expérimentation pour bien des ONG internationales sans aucun contrôle. Le gouvernement a désormais repris la main, en basculant peut-être dans l'excès inverse [...]



INTERVIEW

Photos :
Sylvie Brieu

Grand-reporter et écrivaine, Sylvie Brieu est diplômée de la Sorbonne et de l'université de Berkeley. Membre de la National Geographic Society et de la Société des Explorateurs Français, elle mène depuis plus de vingt ans un travail d'immersion auprès des peuples autochtones du monde entier. Elle a créé l'association « Quand s'élèvent nos voix » visant à amplifier les voix inspirantes et les actions créatives d'acteurs du changement, et plus particulièrement de femmes qui ont un impact positif sur leurs communautés.

Outre des reportages, elle a écrit 3 livres : « Birmanie, les chemins de la liberté », « Quand s'élèvent nos voix » et « L'âme de l'Amérique ».



SYLVIE BRIEU

RÉSISTER, C'EST VIVRE : AU CŒUR DE LA BIRMANIE

Votre livre « Birmanie, les chemins de la liberté » se déploie comme un tissage délicat entre carnet de voyage, enquête de terrain et récit intérieur. Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire sur la Birmanie ?

Je ne suis pas allée en Birmanie au départ pour écrire un livre. J'y suis allée parce que le pays s'ouvrait après 50 ans de dictature. J'étais déjà engagée dans un projet au long cours visant à médiatiser les voix peu entendues dans le monde, notamment celles d'acteurs du changement issus de populations minoritaires.

Lors d'un forum international de femmes auquel j'ai été invitée à Rangoon, ces dernières ont commencé à me confier ce qu'elles n'osaient pas dire officiellement. J'ai compris que derrière l'image d'un pays en pleine

ouverture démocratique, il restait des zones de conflit et des discriminations...

J'ai alors décidé d'y retourner, en indépendante, avec leurs encouragements. Pendant trois ans, j'ai mené une enquête dans toute la Birmanie, centrale et périphérique. Birmanie, les chemins de la liberté est né de cette volonté de révéler ce qui se cachait derrière les apparences, et de soutenir ces femmes engagées dans une résistance discrète mais déterminée.

Pourquoi y être retourné en tant qu'indépendante ?

Cela a tout changé. J'ai pu rester plus longtemps, revenir, tisser une relation de confiance profonde avec les femmes et les communautés qui m'ont accueillie.

Dans un pays marqué par la méfiance envers les acteurs extérieurs, le fait de venir

”

Je ne suis pas allée en Birmanie au départ pour écrire un livre. J’y suis allée parce que le pays s’ouvrait après 50 ans de dictature.

sans sponsor, en transparence, a ouvert des portes que je n’aurais jamais pu franchir autrement.

J’ai été portée par leur confiance, leur protection même. Ce sont elles qui m’ont permis de naviguer dans des régions sensibles. Cette confiance m’a honorée. C’est aussi ce lien humain qui a donné toute sa force au récit.

En sillonnant donc les routes et les campagnes birmanes à la rencontre de ses habitants, quelle était la réalité de la vie quotidienne à ce moment-là ?

Dans ces régions, la vie était déjà marquée par une lutte quotidienne. Beaucoup de communautés vivaient dans la peur, dans des zones où les guérillas persistaient. Ce contexte a nourri énormément d’espoir et de soif de liberté au moment de l’ouverture de 2011 à 2021.

Ce qui m’a frappée, c’est la résilience, l’abnégation et les actions solidaires de ces femmes — mais aussi d’hommes qui, à leurs côtés, dès cette période, ont commencé à créer des réseaux d’alliances interethniques et interreligieuses. Dans un pays où chaque ethnie a longtemps résisté de manière isolée, c’était inédit. Le contraste entre la vision idéalisée et la réalité sur le terrain a été un moteur puissant pour moi. C’est pour mettre en lumière cette autre Birmanie, engagée et courageuse, que j’ai écrit ce livre.

La question ethnique est au cœur des fractures birmanes : Rohingyas, Karens, Kachins, Shans... Peut-on vraiment parler d’un « peuple birman » ? Ou faut-il d’abord parler de peuples ?

La Birmanie est plurielle et multiculturelle. Le pays s’est constitué artificiellement sous la colonisation britannique, englobant de

nombreux royaumes et chefferies avec leurs propres langues, cultures et religions. La Birmanie compte officiellement 135 ethnies. Outre le bouddhisme, religion d’État, il y a aussi des chrétiens, des musulmans et des hindous. Il n’y a jamais eu de sentiment d’appartenance citoyenne mais le coup d’État de 2021 a renforcé les réseaux de résistances transethniques et transreligieux qui ont commencé à s’unir pendant la période de transition. Ce sont ces alliances qui permettent à la résistance de tenir aujourd’hui.

On parle souvent de la Birmanie à travers deux figures : Aung San Suu Kyi, et le drame des Rohingyas. Que perd-on à réduire ce pays à ces deux récits ?

C’est la question que je me suis posée. Pendant longtemps, la Birmanie a été perçue comme une lutte entre le bien (Aung San Suu Kyi) et le mal (la junte militaire). Mais cela occulte toute une population en résistance. En allant en Birmanie la première fois, mon idée était de découvrir qui, au-delà de la personnalité charismatique d’Aung

San Suu Kyi, étaient les acteurs du changement, les porteurs d’espoirs dans un pays en pleine réforme ?

Aung San Suu Kyi a été le visage de l’opposition historique à la junte pendant des décennies alors que le pays était fermé au monde. Son combat courageux pour la liberté et le sacrifice de sa vie de mère et d’épouse pour son peuple lui a valu la vénération des Birmans, le soutien admiratif des grandes puissances occidentales et le prix Nobel de la Paix. Après l’ouverture relative du pays, elle est devenue députée en 2012 puis son parti a été élu aux élections législatives de 2015 et de 2020. Dès qu’elle a commencé à avoir des responsabilités politiques, elle a été aussitôt critiquée pour sa personnalité « autoritaire » et son « silence » assimilé à de la « passivité » face aux terribles violations de droits humains imputables à la junte, auto-dissoute en 2011 mais toujours puissante et très active au sein du pouvoir.

Aujourd’hui, Aung San Suu Kyi reste une icône pour la postérité mais le visage de la résistance actuelle est celui de la génération Z.





”

Le silence n'est pas synonyme de résignation mais peut-être source d'ouverture vers d'autres possibles. C'est un silence qui invite à l'introspection, à observer et à comprendre.

Le silence est un motif récurrent dans votre récit – silence des temples, silence imposé par la peur, silence fertile aussi. Qu'avez-vous appris des silences birmanis ?

En Birmanie, le silence peut être imposé par la junte, dicté par la peur, ou par la méfiance. Mais il favorise aussi une écoute active. Le silence n'est pas synonyme de résignation mais peut-être source d'ouverture vers d'autres possibles.

C'est un silence qui invite à l'introspection, à observer et à comprendre. J'aime beaucoup ce proverbe amérindien : « Écoute ou ta voix te rendra sourd ». Ce silence birman, c'est une forme de résistance aussi, une manière de se relier au monde autrement.

Dans votre livre, la présence des femmes est constante : militantes, mères, religieuses, institutrices... Quel rôle jouent-elles dans la préservation de la dignité, la transmission des savoirs, et parfois même dans la résistance ? Peut-on dire que ce sont elles qui tiennent debout la Birmanie ?

Dans un pays où tout s'est arrêté pendant 50 ans, ce sont souvent les femmes qui sont les piliers des foyers, les communautés. Elles sont nombreuses à cumuler les rôles :

mère, entrepreneure, humanitaire, éducatrice...

Elles ont été parmi les premières à créer les associations interethniques, qui ont formé des réseaux de solidarité. Et c'est souvent parce qu'elles ont « moins d'ego », comme me l'a dit l'une d'elles, qu'elles parviennent à faire bouger les lignes. Leur énergie, leur générosité, leur intelligence collective, m'ont accompagnée pendant toute mon enquête.

Après une brève ouverture démocratique à partir de 2011, le pays « a replongé dans l'ombre » depuis le coup d'État militaire de 2021. Selon vous, quel visage offre la Birmanie d'aujourd'hui ?

Aujourd'hui, la Birmanie est un pays en guerre. Toute la population est mobilisée. Les jeunes, les artistes, les enseignants, les intellectuels... beaucoup ont commencé par résister avec des poèmes, des œuvres d'art. C'est avec les armes désormais. Les stars du cinéma ou des moines bouddhistes rejoignent les rangs de la guérilla. Le pays est dans un état de souffrance extrême, avec des bombardements sur les civils, des millions de déplacés, et un silence médiatique accablant. Les Birmans ont l'impression d'avoir été oubliés du monde.

L'urgence, c'est la survie. L'esprit de résistance continue à nourrir l'espoir. Ce que je retiens, c'est ce visage de dignité, de courage, d'un peuple qui refuse de céder.



”

Que ce soit en Asie du Sud-Est ou en Amérique du Nord, je cherche à faire entendre ces voix minoritaires qui, loin du bruit du monde, nous rappellent l'essentiel et portent un message universel de résilience et d'humanité.

core ressentir l'Amérique des origines, celle qui m'inspirait, celle qui n'était pas dominée par le tumulte médiatique ou politique. Un photographe de *National Geographic* m'a dit : « Va dans le Montana. Là-bas, des Rocheuses aux Grandes Plaines tu sentiras battre le pouls de l'Amérique. »

Et c'est exactement ce que j'y ai trouvé : une connexion intime entre les gens et leur territoire, un attachement viscéral à la terre, mais aussi une solidarité communautaire

puissante.

Malgré des siècles de massacre et de spoliation, les Amérindiens conservent une force intérieure remarquable. Ces valeurs — solidarité, résistance, communauté — ce sont elles qui forment le fil rouge de tout mon travail. Que ce soit en Asie du Sud-Est ou en Amérique du Nord, je cherche à faire entendre ces voix minoritaires qui nous rappellent l'essentiel et portent un message universel de résilience et d'humanité.

Enfin, si vous pouviez faire entendre un seul mot venu de Birmanie au monde entier, lequel serait-ce ? Et pourquoi celui-là, précisément ?

Résistance.

Parce que derrière les sourires, il y a toujours eu la lutte. Derrière la souffrance, derrière les destins brisés par la guerre, il y a encore des porteurs de lumière, des hommes et des femmes qui se battent pour un rêve de liberté, de justice, de paix.

Dans ce pays déchiré, j'ai d'abord vu une humanité en marche, puis une résistance héroïque.

Vous avez longuement enquêté en Birmanie, puis vous êtes partie à la rencontre des peuples amérindiens dans le Montana. Qu'est-ce qui relie, selon vous, ces peuples si éloignés géographiquement ?

Après trois années d'enquête en Birmanie, je ressentais le besoin de me ressourcer, de retrouver un souffle, une forme d'ancrage. J'ai pensé à l'Ouest américain, aux grands espaces que j'avais toujours portés en moi, mais c'était une période particulière : Donald Trump accédait à la présidence, et l'Amérique montrait un visage très polarisé, tendu, profondément divisé.

J'ai demandé à des amis où je pourrais en-



QU'EST-CE QUE L'ASIE ?

Depuis l'Europe, l'Asie apparaît bien mystérieuse et en dresser les limites et la liste des pays est un exercice difficile. La Banque Mondiale (donnees.banquemondiale.org) qui met à disposition du grand public un nombre très importants d'indicateurs socio-économiques, distingue l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Asie Centrale

Asie du Sud Asie du Sud-Est Asie Centrale

Sources : INED, ONU

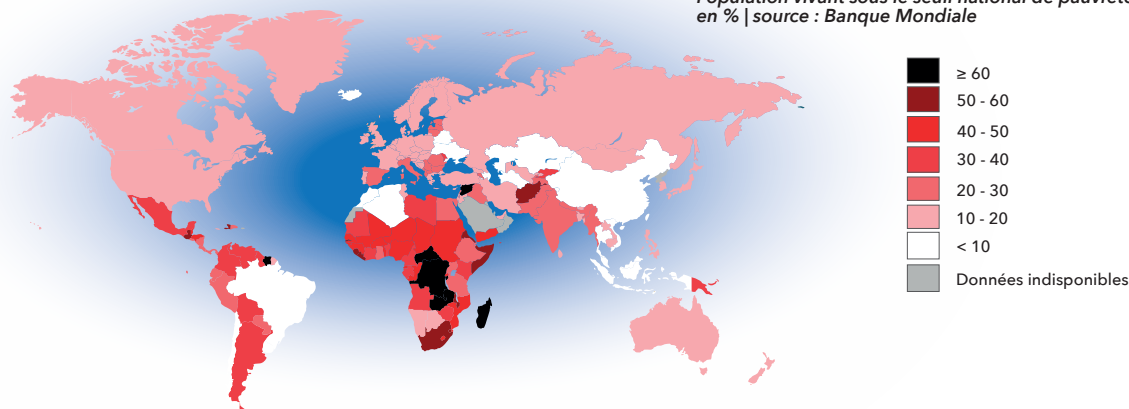


Des taux de pauvreté moins élevés qu'en Afrique

Les taux de pauvreté sont difficilement comparables entre eux car ils dépendent de la définition que chaque État donne sur le seuil de pauvreté. La Banque Mondiale utilise quant à elle la définition de taux de pauvreté sociétale qui facilite ainsi les comparaisons car elle correspond au pourcentage de la population de chaque pays vivant dans la pauvreté dont le seuil est exprimé en dollars américains ajusté au pouvoir d'achat. Il est défini ainsi entre 2,15\$ et 1,15\$ par jour.

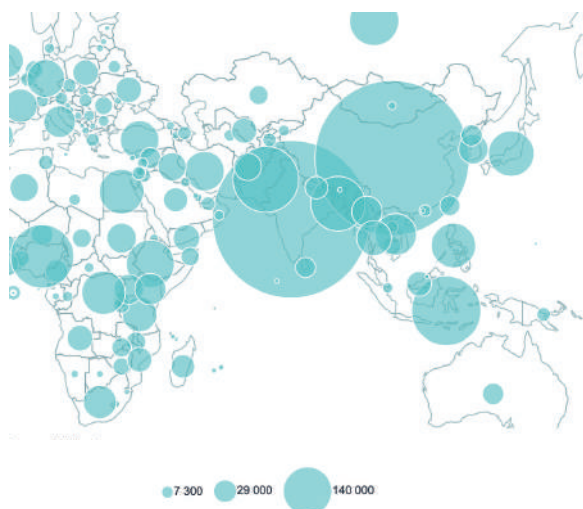
Quoiqu'il en soit, si les taux de pauvreté sont toujours plus élevés en Afrique, le poids démographique de l'Asie fait que la majorité des pauvres de notre planète vit en Asie. Et notamment en Inde, en Chine, au Pakistan. Face à ces chiffres extrêmement préoccupants et à ces millions d'être humains vivant dans la pauvreté, et souvent l'extrême pauvreté, la Solidarité internationale et la coopération décentralisée depuis la région Centre-Val de Loire est encore peu présente.

Population vivant sous le seuil national de pauvreté en % | source : Banque Mondiale



Presque 2/3 de l'humanité

L'Asie compte environ 2/3 des habitants de la planète avec 2 pays géants : L'Inde (1,43 milliards de personnes en 2023) et la Chine (1,42 milliards). Suivent ensuite l'Indonésie (227,5 millions), le Pakistan (240,5 millions) et le Bangladesh (173 millions). À eux 5, ces pays accueillent 3,55 milliards d'êtres humains, soit la moitié de l'humanité.





RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

DOSSIER

LE PROJET PATAMIL

**Bertrand Sajaloli
et Laura Verdelli**

”

**[...] un premier
constat est
celui d'une
alimentation à
deux vitesses**

Photo :
Dégustation de millet
dans les Jawadhu Hills /
Bertrand Sajaloli

Diligenté par le Conseil régional Centre-Val de Loire, porté par le laboratoire CEDETE (Centre d'Études sur le Développement des Territoires et l'Environnement) de l'université d'Orléans, en collaboration étroite avec le laboratoire CITERES de l'université de Tours, le programme de recherche PATAMIL est consacré à la justice alimentaire dans le Tamil Nadu et dans notre région. Dressé par les chercheurs du CEDETE, de CITERES, de l'Institut Français de Pondichéry, des universités indiennes de Madras et de Pondichéry, mais aussi par les structures dédiées (Resolis, réseau ALERTE, IEHCA, réseau Inpact, Dhan Foundation, Secours Catholique...), un premier constat est celui d'une alimentation à deux vitesses :

- une respectueuse de l'environnement et des producteurs, constituée de den-

rées de qualité provenant de circuits locaux et courts, s'adressant à un public aisé ;

- l'autre constituée de produits de plus mauvaise qualité, souvent transformés, venant de loin, produits dans des conditions environnementales et sociales désastreuses, s'adressant à des populations peu aisées, voire démunies.

L'objectif de PATAMIL est de lutter contre ce système au nom de la démocratie, de la justice et de l'équité alimentaires.

Un deuxième constat repose sur la nécessité d'une recherche-action opérationnelle visant à repérer les initiatives offrant aux populations peu aisées, voire démunies, des produits de qualité et soucieuse



”

L'objectif de PATAMIL est de lutter contre ce système au nom de la démocratie, de la justice et de l'équité alimentaires.

cole Franz Stock de Mignières...) dans des échanges solidaires multiculturels portant sur les habitudes alimentaires, sur le patrimoine alimentaire et gastronomique et sur l'équité alimentaire. Public éloigné ou empêché, ces jeunes sont partie prenante de PATAMIL. Considérés comme les acteurs de l'alimentation de demain, ils deviennent de co-constructeurs privilégiés des contenus du projet.

Les actions conduites par PATAMIL et les résultats, tant scientifiques qu'opérationnels, de la recherche sont consultables sur le site porté par Centraider (www.centraider.org). Nous n'en reprenons pas le détail, tous les travaux réalisés étant téléchargeables à partir du site. Trois pistes concrètes s'en dégagent :

La réintroduction des millets, céréales traditionnelles de l'Inde du Sud, est porteuse d'espoir tant pour la santé des Indiens — le riz issu de la Révolution verte ayant diffusé le diabète qui touche près de 20% de la population — que pour le développement des communautés rurales en difficultés et le futur des ressources de la planète. L'objectif est donc de remettre en valeur certaines cultures céréalières traditionnelles qui présentent l'avantage d'être très robustes face au changement climatique et peu dépendantes de l'irrigation et des produits phytosanitaires. Ce retour aux cultures anciennes améliore également la sécurité alimentaire des paysans indiens ainsi que la santé globale d'une population qui consomme beaucoup trop de glucides transformés. Cependant, la consommation de millets reste aujourd'hui marginale. Leur image s'est dégradée car ils sont associés à des terres peu fertiles et à des populations socialement marginalisées, comme celle des communautés tribales des Jawadhu Hills minutieusement étudiées par le projet. La relance de ces cultures doit donc s'accompagner d'un travail de sensibilisation et de revalorisation culinaire. Il s'agit de raviver l'intérêt pour les plats à base de millets en s'appuyant sur le patrimoine gastronomique local, afin d'aligner l'offre avec une demande renouvelée, notamment au sein de la classe moyenne.

d'impliquer les territoires concernés (Pays des Châteaux, PETR Centre-Cher et Gâtinais-Montargois, département du Loiret, secteurs indiens de Pondichéry, Madurai et Jawadhu Hills).

Un troisième réside dans l'identification d'angles morts dans la recherche sur l'injustice et l'équité alimentaires. En effet, peu nombreux sont les travaux scientifiques sur la démocratie alimentaire attendant des retombées opérationnelles. Cette tâche vise, à partir des travaux effectués, en synergie avec les réseaux existants et à partir des résultats franco-indiens de PATAMIL, à dresser tout à la fois une mise au point épistémologique des termes utilisés, mais plus encore à identifier des pistes concrètes de remédiation.

Un quatrième constat partagé s'articule autour des bienfaits de croiser regards et expériences entre terrains lointains. L'innovation n'étant pas le seul apanage des pays

du Nord, et ce tant sur le plan des politiques alimentaires que des stratégies des acteurs locaux pour construire des circuits de qualité et équitables, l'exemple du Tamil Nadu est significatif. En outre, cet État du Sud de l'Inde étant l'une des régions prioritaires de la politique de coopération décentralisée de la Région Centre Val de Loire, ces échanges sont nourris par de longues et fécondes interrelations. Centraider, fortement impliqué dans le projet, favorise également les liens entre les associations et les structures de solidarité internationale qui s'investissent dans le Tamil Nadu, comme A.S.I.E., aussi bien qu'entre les chercheurs et les organismes œuvrant pour la justice alimentaire.

L'objectif est également d'impliquer via CentreSciences, A.S.I.E. et l'IEHCA, les jeunes des deux régions (étudiants de toutes les universités, dont ceux de français de l'université de Pondichéry, élèves du Lycée en Forêt de Montargis et du Lycée agri-



Photo :
Une rencontre entre les
agriculteurs et les cehrcheurs
organisée par l'IFP dans le cadre
du Local Food System Festival
/ Bertrand Sajaloli

”

L'organisation de l'aide alimentaire dans le Tamil Nadu constitue une référence inspirante pour la Région Centre-Val de Loire au moment où le modèle français, essentiellement animé par des associations, ne parvient plus à satisfaire les quelques 8 millions de personnes bénéficiant de l'aide [...].

Par effet boomerang, cette réintroduction pose aussi la question de la qualité de l'alimentation en France et du retour d'une agriculture saisonnière de proximité, en circuit court.

L'organisation de l'aide alimentaire dans le Tamil Nadu constitue une référence inspirante pour la Région Centre-Val de Loire au moment où le modèle français, essentiellement animé par des associations, ne parvient plus à satisfaire les quelques 8 millions de personnes bénéficiant de l'aide du fait de plusieurs difficultés majeures qui fragilisent son fonctionnement. D'abord, les dons diminuent à cause des difficultés économiques mais aussi, paradoxalement, des récentes politiques anti-gaspillage. Ensuite, il y a un vrai déséquilibre dans les types de produits collectés, les dons ne garantissant ni la diversité des produits, ni leur qualité nutritionnelle. Enfin, le système induit une concurrence absurde entre les associations pour récupérer et redistribuer les dons. Il repose aussi en partie sur des bénévoles retraités dont le vivier s'étirole. Le constat est donc alarmant, la France, parmi les pays les plus riches du monde, enregistrant chaque année une augmentation sensible du nombre de demandeurs d'une aide alimentaire. En Inde, au contraire, c'est l'État qui par le système *Public Distribution System* permet aux ménages de faibles à accéder à prix fixe et incitatif aux denrées les plus courantes, principalement le riz, et aux produits

d'hygiène. Le système tend aussi à diversifier les produits en incluant des céréales traditionnelles. Au moment où l'incitation à lancer en France une Sécurité Sociale Alimentaire est forte, où il apparaît que c'est à l'État et non aux associations de prendre en charge l'aide alimentaire, l'exemple indien, malgré ses imperfections, est un modèle.

La complexité des systèmes alimentaires, et par là l'avènement d'une meilleure justice alimentaire, suppose des actions conjointes entre tous les acteurs de la filière, du producteur au consommateur, en passant par tous les intermédiaires (marchands et transporteurs, restaurateurs, services de l'état et des collectivités territoriales, associations et ONG...). PATAMIL distingue ainsi :

L'alimentation durable qui propose une approche globale interconnectant les enjeux de production, de transformation, de modes de distribution, de consommation et qui réaffirme la nécessité de considérer l'ensemble de pratiques et de choix alimentaires respectant des critères environnementaux, éthiques (accessibilité pour tous à une alimentation de qualité ; rémunération équitable des agriculteurs ; respect du bien-être animal...), et de santé (qualité nutritionnelle et sécurité sanitaire).

La démocratie alimentaire qui revendique le droit à l'alimentation durable pour tous. Elle est définie comme la possibilité pour les citoyens de décider de façon autonome de leurs choix d'alimentation et de

”

Dans ce regard croisé sur la justice alimentaire dans le Tamil Nadu et dans notre région, ce qui est étonnant, c'est que, par-delà l'ampleur des différences culturelles et socioéconomiques, il y a une similitude certaine des moteurs des difficultés et des solutions trouvées, tant par les acteurs locaux que par les instances officielles.

mettre en place des actions, des filières alimentaires, qui convoquent l'ensemble des parties prenantes pour favoriser la participation, la prise de décision des citoyens, y compris lorsqu'ils sont en situation de précarité alimentaire.

La justice alimentaire qui est le partage équitable des bénéfices et des risques concernant les produits et la façon dont la nourriture est produite, transformée, transportée, distribuée, accessible et mangée. Elle privilégie une approche équilibrée entre les exigences de justice socio-économique pour les producteurs agricoles et celles d'accessibilité à une alimentation de qualité pour les consommateurs défavorisés. Elle concerne la capacité à avoir accès à une alimentation de qualité grâce à des processus de gouvernance favorisant l'empowerment des populations pour exercer une citoyenneté alimentaire et agricole privilégiant des systèmes d'aide alimentaire qui préfèrent la justice à la charité et qui reconnectent les difficultés de certains agriculteurs avec des besoins alimentaires locaux mal satisfaits.

Derrière les formules « Du champ à l'assiette », « From farms to fingers », se déploient de véritables stratégies innovantes que Patamil a suivies. L'identification des blocages culturels, davantage qu'économiques, impliqués dans la mauvaise alimentation, le poids des réglementations, la segmentation des acteurs et des filières... trouvent des réponses dans la mise en place des PAT (Projets Alimentaires Territoriaux) et des tiers-lieux nourriciers. Les initiatives indiennes comme les Local Food Systems initiées par des ONG comme la Dhan Foundation ou par des organismes de recherche comme l'Institut Français de l'Environnement (IFP) constituent également des références pour notre région. Il s'ensuit de nombreux échanges initiés par Patamil, notamment lors du *Local Food System Festival* qui se tient chaque année à Pondichéry sous l'égide de l'IFP. Ces échanges s'inscrivent dans une dynamique de coopération décentralisée entre le Tamil Nadu et la Région Centre-Val de Loire, comme l'atteste la fréquence des visites en Inde du Sud des délégations régionales, composées d'élus, des personnes appartenant aux services du Conseil régional mais également des acteurs de l'alimentation, y compris d'ambassadeurs de la marque C du Centre.

Dans ce regard croisé sur la justice alimentaire dans le



Tamil Nadu et dans notre région, ce qui est étonnant, c'est que, par-delà l'ampleur des différences culturelles et socioéconomiques, il y a une similitude certaine des moteurs des difficultés et des solutions trouvées, tant par les acteurs locaux que par les instances officielles. Patamil apporte ainsi une nouvelle preuve que la coopération décentralisée enrichit mutuellement les territoires qui nouent ensemble des relations étroites. Favorisant le dialogue interculturel, notamment entre les jeunes des deux pays, Patamil contribue à la lutte contre le repli sur soi et la méfiance de l'autre. La qualité des travaux des jeunes du Lycée en Forêt de Montargis et du Lycée agricole Franz Stock de Mignières, leur enthousiasme à découvrir d'autres cultures et à échanger avec leurs camarades de Pondichéry, ont constitué, pour les responsables du projet, Bertrand Sajaloli et Laura Verdelli, une grande joie.

Photo :
Un paysage agricole des Jawadhu Hills en saison sèche. Seul le fond de vallée est cultivé, le village est vidé de ses habitants partis en migration.
/ Bertrand Sajaloli



LANCEMENT DE « SAVANNAKHET » : UNE INITIATIVE NOUVELLE DE LOIRE-MEKONG

Daniel Dumey

> Vice-président de
l'association Loire - Mékong

Photo :
Loire-Mékong

Forte de ses 21 ans d'action en faveur des populations défavorisées de la région du Mékong, notamment au Laos, l'association Loire-Mékong, sise à Cour Cheverny vient de se lancer tout récemment dans une nouvelle aventure éducative à Savannakhet, deuxième ville du pays. Nouvelle aventure ? Pas complètement. Loire-Mékong s'est toujours donné pour thème dominant l'éducation : elle a construit des classes, des dortoirs, des sanitaires, rebâti des collèges et lycées, elle a créé des écoles maternelles, mis en place la formation de jeunes filles pauvres, de personnes handicapées, a fourni des équipements pédagogiques (ordinateurs, bibliothèques), etc.

Mais au fil du temps, certains problèmes sont apparus. On se trouvait de plus en plus souvent devant des écoles sans maîtres, ou avec des maîtres mal formés et sous-payés, donc absents. D'où l'idée de mettre en place un appui direct à l'enseignement, venant nous-mêmes dans les classes pour y assurer certains des cours (en l'occurrence ceux de langue et culture française), en présence et avec les enseignants laotiens. Et

donc pendant 6 ans, à raison de deux ou trois sessions par an, à Paksé, au sein d'une École Normale, nous avons formé, préparé et emmené chaque année des cohortes d'étudiants à l'Institut français de Vientiane, la capitale, pour passer les examens du DELF avec un taux de succès à 100%.

Mais voilà qu'à l'issue de la session 2020, l'arrivée de la COVID a frappé ce pays dépourvu des moyens d'y faire face. Deux ans plus tard, quand le Laos a déconfiné sa population et rouvert ses frontières, il n'y avait plus d'étudiants en français à l'École Normale, (quand ils étaient une centaine auparavant) car l'offre de débouchés offerte aux étudiants francophones était devenue minuscule et avait découragé les postulants. Puisque le problème se situait au niveau des débouchés, nous avons pris le problème à l'inverse : non pas favoriser l'accès à l'éducation par l'équipement et les moyens, mais inventer un type de formation ciblé directement sur l'obtention de débouchés professionnels réels.

La réalisation d'un tel projet ne pouvait



”

La réalisation d'un tel projet ne pouvait prendre place que dans une Université, car un établissement d'enseignement supérieur ne peut éluder la question du passage à la vie active à l'issue des études et se trouve donc enclin à accueillir des initiatives ciblées sur de vrais débouchés professionnels.

prendre place que dans une Université, car un établissement d'enseignement supérieur ne peut éluder la question du passage à la vie active à l'issue des études et se trouve donc enclin à accueillir des initiatives ciblées sur de vrais débouchés professionnels. Notre choix s'est porté sur l'Université de Savannakhet, deuxième ville du pays en nombre d'habitants, et métropole économique très active. Son université, qui s'est ouverte il y a dix ans, est la dernière-née des quatre que possède le Laos. L'accueil de notre projet a été immédiatement enthousiaste, au niveau de sa direction, qui a immédiatement proposé de signer une convention avec nous.

Savannakhet constitue un très bon laboratoire d'observation et d'action par rapport à notre projet, parce que justement le développement touristique y est fluctuant. Le centre-ville, très pittoresque, présente de nombreux exemples de restes architecturaux du temps de la colonisation et certains de ces bâtiments sont très bien rénovés ; en revanche, l'office du tourisme est en ruines. On connaît l'existence d'une très belle bibliothèque perdue en pleine campagne, qui détient de précieux manuscrits bouddhiques du XVII^{ème} siècle ; mais les circuits touristiques l'ignorent.

Au moment où Loire-Mékong réfléchissait au contenu et à la faisabilité de son nouveau projet avec ses nouveaux partenaires de l'Université, les responsables du Lycée bilingue de Savannakhet, nous ont demandé de venir les aider à rehausser le niveau de leurs élèves et enseignants francophones et à les préparer à l'examen du DELF scolaire. Nous avons bien entendu répondu à cette sollicitation, non sans avoir obtenu une aide précieuse de la Région Centre Val de Loire, pour cet ajout à notre nouvelle activité uni-

versitaire encore en gestation. Après plusieurs sessions de préparation, le taux de réussite des élèves à l'examen fut de 100 %. S'agissant maintenant du contenu même du projet, le choix a été fait de mettre en place une unité d'enseignement universitaire consistant en une initiation au « tourisme francophone » pour donner aux étudiants une formation de qualité, en vue d'un débouché de bon niveau. Jusqu'ici les diplômés des établissements qui cherche des emplois dans le tourisme sont assujettis à des emplois subalternes, avec tout au plus un simple apprentissage de terrain, comme cela se pratique dans la formation locale des guides d'agence. Ici, au contraire, l'ambition est plutôt d'aboutir à un métier du type « Agent de voyage », véritable chef de projet capable d'élaborer la préparation des itinéraires, et qui connaît les infrastructures de son pays, sait négocier avec les professionnels. Quant au vocable « tourisme francophone », il signifie simplement que le travail sur les métiers du tourisme se fera « à la manière », ou « selon les méthodes » qui nous sont spécifiques, à nous français, donc un tourisme plus culturel que purement lucratif, plus spécialisé et plus à l'écoute du client que le tourisme de masse. La formation professionnalisante sera donc complétée par un enseignement de culture française, qui familiarisera de facto l'étudiant avec la spécificité française et l'expliquera par l'histoire, les coutumes. Il va de soi aussi que notre projet constituera une bonne opportunité pour tenter de redynamiser le tourisme dans la région (hôtels, agences de voyage, politiques) ; notre interlocuteur Monsieur le Président de l'Université n'a pas manqué de susciter plusieurs réunions entre ceux-ci et Loire-Mékong dans ce but. Qu'il nous soit permis ici d'ajouter qu'en opérant ce changement d'orientation, notre projet ne fait qu'entériner un des nombreux

changements de paradigme que connaît le monde d'aujourd'hui, touchant jusqu'au sens même de l'action francophone. Ainsi le plus souvent on assimilait le terme « francophonie » à l'étude de la langue française. Mais aujourd'hui, la vertu, la noblesse, et surtout l'essaimage mondialisé de la langue française sont fortement remis en question, alors que personne ne conteste l'excellence de notre culture. Notre projet se pose ainsi en écho de cette nouvelle situation et développe l'aspect le plus porteur désormais de la francophonie : la culture et le style français. C'est la raison pour laquelle ce ne sont pas seulement des étudiants de langue qui constitueront le public de notre nouvelle formation, mais aussi bien ceux de gestion, d'économie.

Enfin, signalons que nous avons appris avec une grande satisfaction que Madame l'Ambassadrice de France au Laos s'était rendue récemment à Savannakhet pour rencontrer le Chef de la Province, précisément sur le sujet de la revitalisation du tourisme dans cette région. En outre, nous avons eu connaissance d'une étude pilotée conjointement par les responsables de l'éducation laotiens et notre ambassade, dans laquelle sont énumérées un ensemble de préconisations rassemblées sous le titre : « renforcer la francophonie du primaire au supérieur afin de former plus de diplômés et d'améliorer leur employabilité dans les secteurs économiques porteurs du pays ». On voit bien, à travers ces deux démarches officielles, que la nouvelle initiative de Loire-Mékong, bien qu'elle ait été conçue en toute indépendance et en concertation directe avec les autorités laotiennes, mais aussi avec le soutien particulièrement bienvenu de la Région Centre Val de Loire, rejoint des préoccupations générales énoncées par les deux Etats partenaires.



RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

TÉMOIGNAGE

COOPÉRATION ENTRE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE, LE TAMIL NADU ET PONDICHÉRY EN INDE : UNE DYNAMIQUE INITIÉE EN 2008, AUJOURD'HUI EN PLEIN ESSOR

> Région Centre-Val de Loire

Photos :
Région Centre-Val de Loire

”

La coopération entre la Région Centre-Val de Loire et le Tamil Nadu a débuté en 2008 [...] et s'est élargie en 2018 à Pondichéry.

Un partenariat ancré dans le temps

La coopération entre la Région Centre-Val de Loire et le Tamil Nadu a débuté en 2008 autour de projets patrimoniaux, et s'est élargie en 2018 à Pondichéry. Première région française à initier un tel partenariat avec un État indien, elle poursuit une dynamique active : une mission multithématique a été menée en 2023 par Delphine Benassy, Vice-Présidente à la culture et à la coopération internationale, et d'autres délégations axées sur le tourisme durable, l'alimentation et la coopération institutionnelle se sont rendues en Inde en 2024 et 2025. Les accords, en cours de renouvellement avec les gouvernements du Tamil Nadu et de Pondichéry, portent sur des priorités partagées : agriculture résiliente, souveraineté et justice alimentaire, culture, préservation et valo-

risation du patrimoine, tourisme durable, enseignement supérieur, pouvoir d'agir de la société civile. L'Inde est un acteur économique et académique majeur au niveau mondial, avec des enjeux forts autour de la transition agro-écologique quant à la souveraineté alimentaire et la santé publique suite à la révolution verte. C'est aussi un pays d'une richesse culturelle extraordinaire où les arts, les savoir-faire traditionnels et le patrimoine s'entremêlent au quotidien. Le Tamil Nadu, 4^e contributeur au PIB indien, se distingue par son dynamisme académique et technologique, tandis que Pondichéry, ancien comptoir français, attire plus de 1,5 million de touristes par an, essentiellement Indiens. La coopération repose sur des marqueurs territoriaux forts et une réciprocité active, mobilisant les expertises locales face aux transitions agricole et numérique ainsi qu'aux enjeux liés aux flux touristiques.



”

À travers cette coopération, la Région Centre-Val de Loire et ses partenaires indiens construisent des ponts durables, portés par les collectivités, chercheur·ses, artistes et citoyen·nes. Ensemble, nos territoires célèbrent la diversité et bâtissent des réponses communes aux enjeux contemporains, en croisant les regards, les savoirs et les expériences.

Volet culturel : créations croisées entre Inde, Laos et Centre-Val de Loire

Le programme "Aux Arts Lycéen·nes et Apprenti·es" (AALA) incarne le dynamisme culturel de la coopération. Depuis 2014, sept projets ont été menés avec le Tamil Nadu et Pondichéry, favorisant résidences croisées et échanges. En mars 2025, deux artistes du collectif Le Poulpe ont été accueillies au Lycée Français de Pondichéry. Un autre projet associe une artiste tourangelle à un lycée bilingue de Luang Prabang autour de la traduction de poèmes franco-lao. En vue de l'Année de l'Inde en France (2026), la Région accueillera un·e artiste indien·ne en résidence. Au Laos, la thématique de l'eau inspire également des créations artistiques, notamment chorégraphique.

Alimentation, culture, patrimoine et art de vivre : une rencontre de sensibilités

L'alimentation durable, priorité stratégique de la Région Centre-Val de Loire qui se traduira en octobre 2025 par l'organisation des assises régionales de l'alimentation, est fortement ancrée dans la coopération avec l'Inde. Le projet de recherche-action PATAMIL en est l'illustration phare. Il soutient la création de Projets Alimentaires Territorialisés basés sur une alimentation de qualité, les savoirs locaux et les circuits courts en remettant au cœur le millet, céréale traditionnelle, qui incarne patrimoine culinaire, justice sociale et souveraineté alimentaire. La gastronomie nourrit cette dynamique : en septembre 2024, un déjeuner franco-indien à quatre mains entre les chefs Brenzczek et Ebenezer a illustré la richesse culinaire des deux territoires à l'heure où nous célébrons cette année les 15 ans de l'inscription à l'UNESCO du « Repas gastronomique des Français » au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, porté par l'Institut européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation (IEHCA) et l'Université François-Rabelais de Tours. Le tourisme durable et la valorisation du patrimoine sont centraux. En 2023, une délégation pondichérienne a visité Amboise

pour échanger sur les problématiques touristiques. En 2024, une délégation régionale a participé aux premières Journées du patrimoine de Pondichéry, partageant son expertise. Un dialogue institutionnel renforcé s'est engagé autour de la candidature UNESCO de la White Town de Pondichéry. En parallèle, des projets de numérisation du patrimoine et la création d'un cluster digital tamoul sont en cours avec le ministère des Nouvelles Technologies du Tamil Nadu.

Enseignement supérieur, recherche et innovation

Les liens académiques sont forts avec l'Université de Pondichéry, l'Université de Madras et l'Institut SRM à Chennai. Les universités de Tours et d'Orléans sont des partenaires clés, à travers des accords d'échange et l'accueil d'une étudiante pondichérienne en service civique international en réciprocité à Tours en 2024. Un partenariat avec l'Institut Français en Inde facilite l'envoi d'étudiant·es FLE comme assistant·es de français. La mobilité des chercheur·ses est également encouragée, comme en témoigne l'accueil en 2024-2025 de G. Duraisamy via le programme Smart Loire Valley du Studium, contribuant à l'enrichissement interculturel et scientifique.

Pouvoir d'agir des sociétés civiles : des initiatives solidaires

La coopération soutient aussi les dynamiques citoyennes. L'association ASIE mène depuis 2009 des actions durables avec la Dhan Foundation dont les valeurs ont été inspirées par Gandhi. Les Amis d'HAMAP-Humanitaire collaborent avec l'IRDRP (Institut de Recherche et de Développement pour les Populations Rurales Pauvres) dans 14 villages du Tamil Nadu et de Pondichéry. Ce projet lancé fin 2023 vise à améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène menstruelle, tout en favorisant l'autonomisation des femmes par une approche participative.

Conclusion : des ponts durables entre les territoires

À travers cette coopération, la Région Centre-Val de Loire et ses partenaires indiens construisent des ponts durables, portés par les collectivités, chercheur·ses, artistes et citoyen·nes. Ensemble, nos territoires célèbrent la diversité et bâtissent des réponses communes aux enjeux contemporains, en croisant les regards, les savoirs et les expériences.



RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

TÉMOIGNAGE

DE LA LOIRE À LA CONFLUENCE DU MÉKONG ET DE LA RIVIÈRE KHAN : LA COOPÉRATION ENTRE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE ET LA PROVINCE DE LUANG PRABANG

> Région Centre-Val de Loire

Photos :
Région Centre-Val de Loire

Liées par une identité fluviale commune, la Région Centre-Val de Loire et la Province de Luang Prabang, située au nord du Laos à la confluence du Mékong et de la rivière Khan, ont noué une coopération autour des enjeux liés à l'eau, formalisée par un accord en 2005. Les deux territoires, façonnés par les cours d'eau, sont confrontés à des questions d'aménagement similaires incluant la gestion de l'eau comme bien commun, la valorisation des zones humides, et la préservation d'un patrimoine naturel exceptionnel.

L'enjeu patrimonial est d'ailleurs à l'origine de cette coopération datant de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO de la ville de Luang Prabang en 1995 en raison de sa valeur universelle exceptionnelle. Celle-ci avait alors été initiée par la ville de Chinon, inspirée du modèle du travail engagé par la Région autour du

Val de Loire aboutissant à son classement en 2000, dont on célèbre cette année les 25 ans.

La ville de Luang Prabang est en effet dotée d'un patrimoine exceptionnel constitué de nombreux temples et d'une vieille ville où se mêlent maisons traditionnelles et architecture coloniale. Cependant, l'attractivité touristique croissante de la ville a généré de nouveaux défis, qu'illustre le cas des mares urbaines. Classées au patrimoine mondial de l'UNESCO, ces mares rendent de nombreux services écologiques. Toutefois, étant passées de 183 en 1999 à 120 en 2019, celles-ci sont grandement menacées par la pression foncière et les pollutions.

Dans la lignée des actions de valorisation du patrimoine, la Région s'est donc engagée aux côtés du Gret, une ONG française présente au Laos, dans un programme de réhabilitation des mares appelé WISE. Inno-



”

Liées par une identité fluviale commune, la Région Centre-Val de Loire et la Province de Luang Prabang, située au nord du Laos à la confluence du Mékong et de la rivière Khan, ont noué une coopération autour des enjeux liés à l'eau [...]

La phase 1 du projet Dear Water en chiffres :

- 12 réseaux d'eau gravitaires construits dont 3 réseaux à branchements privatifs avec compteur
- 4800 personnes avec un accès sécurisé à l'eau
- 1 modèle de gouvernance des réseaux à branchements privatifs développé et adopté
- 400 ménages avec un service d'assainissement amélioré
- 720 élèves sensibilisés à l'hygiène
- 8 blocs sanitaires scolaires construits (480 élèves)
- 1 exposition photographique et 1 séminaire national sur l'accès et l'assainissement en zone rurale organisés
- 1 partenariat académique et universitaire entre l'Université de Tours et l'Université Souphanouvong sur la qualité de l'eau mis en place
- 1 séminaire national sur la gestion de la ressource en eau

vant, ce dernier repose sur la mise en œuvre d'une gouvernance participative impliquant habitants, propriétaires fonciers et autorités municipales, et sur l'utilisation de solutions d'assainissement adaptées.

Le sujet de la préservation des zones humides résonne en Centre-Val de Loire et c'est sur cette thématique qu'une délégation laotienne s'est rendue en région en octobre 2024. Cette visite fut l'occasion d'échanger avec des acteurs du territoire et de découvrir des initiatives locales telles que la gestion des marais de Bourges, la réhabilitation du secteur de la Bouillie à Blois, ou les aménagements urbains à Boigny-sur-Bionne.

La gestion de l'eau comme bien commun, un enjeu qui rassemble les territoires

En complément de ces interventions en zones urbaines, la Région mène en coopération avec la Province de Luang Prabang des actions en zone rurale où l'accès à l'eau et les problématiques d'assainissement constituent un enjeu majeur. Les villages laotiens, en responsabilité pour l'accès à l'eau, pâtissent d'un manque de gouvernance dédiée à l'eau, et de nombreuses pressions pèsent sur les sources d'approvisionnement.

Depuis 2019, la Région porte ainsi le projet DEAR Water Luang Prabang, mis en œuvre par son partenaire historique Confluence,

ONG basée en Indre-et-Loire, et soutenu par l'Agence Française de Développement et l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Ce projet a pour objectif de garantir un accès durable à l'eau et à l'assainissement aux communautés rurales via la mise en place d'une gestion concertée et durable de la ressource en eau. Actuellement dans sa deuxième phase (2024-2026), DEAR Water aborde la question de la protection des zones de captage et invite les villageois à établir des plans de gestion. Ce projet s'inscrit dans la stratégie d'accompagnement global de la Province de Luang Prabang et notamment de son département de la santé, en s'intéressant au sujet déterminant de la gestion des têtes de bassins versants. Il s'inscrit aujourd'hui dans un contexte géopolitique international où les enjeux de l'eau sont devenus très stratégiques et dans lequel la Chine se positionne par de l'investissement dans des barrages en amont.

La coopération régionale au Laos permet de s'emparer d'un certain nombre de défis de l'accès à l'eau et de la préservation des milieux aquatiques, d'expérimenter de nouvelles approches, et de partager des méthodes de gestion. Elle offre également une ouverture internationale aux politiques régionales et entre en cohérence avec la volonté de la Région de créer davantage de commun autour de l'eau en Centre-Val de Loire, tout en favorisant une gestion plus résiliente à l'échelle de son territoire.

Le Volontariat de Solidarité Internationale : un appui clé pour la coopération décentralisée

Au Laos comme en Inde, la Région Centre-Val de Loire mobilise des jeunes en mission de VSI pour dynamiser ses coopérations. Présentes sur place, ces derniers facilitent et impulsent les échanges interrégionaux et assurent le suivi des actions, tout en incarnant la coopération auprès des partenaires.

Au Laos, en plus de contribuer à la capitalisation du projet DEAR Water, le volontaire met en relation les acteurs territoriaux afin de favoriser leur synergie, à l'instar de la collaboration entre Confluence et Eau Laos Solidarité, association sensibilisant à l'hygiène menstruelle dans les villages laotiens. Des échanges artistiques, reprenant le fil rouge de l'eau, sont également en cours de montage. En Inde, la volontaire contribue à la valorisation de la coopération décentralisée auprès des partenaires locaux et du grand public, notamment à travers la diffusion d'une newsletter semestrielle. Elle joue également un rôle clé dans l'identification d'acteurs du Tamil Nadu et de Pondichéry susceptibles de s'impliquer dans les projets. Basée à l'Institut Français de Pondichéry, elle bénéficie d'un ancrage favorable pour renforcer les liens avec les milieux de la recherche et de l'enseignement supérieur, constituant un axe stratégique de la coopération. Enfin, les VSI s'impliquent dans l'organisation et l'accompagnement de délégations, moments de rencontres privilégiés.



LOIRET

TÉMOIGNAGE

MONTARGIS, BERCEAU DISCRET DE LA CHINE MODERNE

> Association
Amitié Chine-Montargis

Photo :
Amitié Chine-Montargis

Montargis occupe une place singulière dans l'histoire des relations entre la Chine et la région Centre-Val de Loire. Dans les années 1920, près de 300 jeunes Chinois s'installent dans l'agglomération montargoise dans le cadre du Mouvement « Travail-Études ». Ils travaillent notamment à l'usine Hutchinson et poursuivent leur scolarité dans des établissements locaux, comme le collège public de filles (aujourd'hui collège du Chinchon) dirigé par Mme Dumont – mère de René Dumont, premier candidat écologiste à la présidentielle de 1974 – ou encore le collège de garçons, actuel hôtel de ville de Montargis, dirigé alors par M. Chapeau.

Parmi ces jeunes, certains deviendront des figures majeures de l'histoire chinoise : Deng Xiaoping, Cai Hesen, Cai Chang, Ge Jianhao, ou encore

Xiang Jingyu. Ils découvrent à Montargis les réalités du travail industriel, les luttes syndicales et les idées politiques occidentales.

C'est à Montargis, du 6 au 10 juillet 1920, qu'a lieu une réunion fondatrice restée célèbre sous le nom de « Réunion de Montargis ». Ce rassemblement marque un tournant historique : les participants y évoquent la création d'un nouveau parti démocratique destiné à tourner la page du féodalisme et à jeter les bases de la « Chine nouvelle ». Le Parti Communiste Chinois naîtra de cette initiative en 1921.

La mémoire retrouvée grâce à une initiative locale

Ce pan d'histoire tombe peu à peu dans l'oubli en raison de la nécessité



”

C'est à Montargis, du 6 au 10 juillet 1920, qu'a lieu une réunion fondatrice restée célèbre sous le nom de « Réunion de Montargis ». [...] Le Parti Communiste Chinois naîtra de cette initiative en 1921.

Un circuit touristique, mémoire vivante de l'histoire

En partenariat avec la mairie de Montargis, l'association a conçu un circuit touristique baptisé « Mouvement Travail-Études en France », jalonné de plaques commémoratives aux anciens lieux de vie des étudiants chinois.

Point d'orgue du parcours : la Place Deng Xiaoping, inaugurée en 2014, lieu symbolique de leur arrivée. En 2019, un monument commémoratif du centenaire du Mouvement Travail-Études y est installé et inauguré grâce à l'association. Cet œuvre a été réalisé par le sculpteur chinois : Wu Weishan.

Un pont entre les cultures

L'association développe également des projets pédagogiques et culturels :

- Depuis 2023, un centre d'études et de certifications en chinois permet l'apprentissage de la langue et l'obtention du diplôme officiel HSK.
- Des cours hebdomadaires de chinois sont proposés de novembre à juin au musée.
- Des échanges scolaires sont régulièrement organisés : en avril 2025, 14 lycéens du lycée en Forêt de Montargis partiront pour 15 jours en Chine, avec des étapes à Pékin, Fenghuang, Shaoshan, Changsha et Shanghai. Les étudiants seront hébergés dans des familles d'accueil et des activités communes avec les étudiants chinois seront organisées.

Une diplomatie locale et culturelle active

ACM accueille régulièrement des délégations chinoises, en lien avec les autorités locales et nationales françaises. Ces échanges touchent divers domaines : culture, éducation, économie, industrie ou encore tourisme.

Montargis est ainsi jumelée avec plusieurs villes chinoises, dont Huzhou, un district de Changsha et Guang'an.

En 2025, lors de la Foire de Montargis, l'association a facilité la venue d'une délégation de Guang'an, qui a fait découvrir les spécialités du Sichuan au public local.

Un rendez-vous festif incontournable

Le Festival du Nouvel An chinois, organisé par l'association, est devenu un événement emblématique de la ville. Le célèbre Défilé du Dragon anime les rues et les ponts de Montargis, créant un moment de fête et de partage.

L'association Amitié Chine-Montargis est aujourd'hui un acteur clé de la vie locale et du dialogue entre les peuples. Son logo illustre bien sa vocation : un pont entre deux cultures.



de reconstruire la France après la Première Guerre Mondiale. C'est au début des années 2000, grâce à l'arrivée de Mme Peiwen Wang qui deviendra la présidente de l'association, qu'un groupe de personnes redonne un nouvel élan à cette mémoire. En 2001, l'association Amitié Chine-Montargis (ACM) voit le jour.

Sa mission : valoriser la mémoire de ces jeunes Chinois venus à Montargis dans les années 1920 et renforcer les liens culturels, scientifiques et économiques entre la Chine et la région Centre-Val de Loire.

Un musée au cœur de la ville

Fruit d'une collaboration entre l'association et la province du Hunan, propriétaire du lieu, le Musée Historique de l'Amitié Franco-Chinoise ouvre ses portes le 27 août 2016, au 15 rue Raymond Tellier. Le musée propose une exposition permanente structurée en quatre parties :

L'appel du temps, La recherche de la vérité, Les piliers de l'Orient, L'amitié éternelle.



LOIRET

TÉMOIGNAGE

Photos :
Nina Reynaud

DE LA GARDE RÉPUBLICAINE AUX STEPPES MONGOLES

Nina Reynaud

> Association Jeunesse Musicale France Mongolie

Nina Reynaud découvre la Mongolie, inspirée par sa mère, engagée dans la coopération interhospitalière entre l'hôpital d'Orléans et l'hôpital traumatologique d'Oulan-Bator. Devenue Mongole de cœur à son tour, Nina s'investit aujourd'hui pleinement en tant que clarinettiste et présidente de l'association Jeunesse Musicale France Mongolie, qu'elle anime avec Martin Vaysse. Si sa mère continue de l'accompagner sur les aspects liés aux relations avec la Mongolie, Nina pilote elle-même toute la dimension musicale des ses projets.

De la découverte touristique à l'engagement musical en Mongolie

En 2016, j'ai eu l'occasion de découvrir la Mongolie avec ma famille lors d'un voyage à visée touristique. Ce pays m'a profondément touchée et je me suis promis de revenir. Entre temps, j'ai décidé de devenir clarinettiste professionnelle. Je suis rentrée au Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (CNSMDP), puis ai rejoint les rangs de l'orchestre d'harmonie de la Garde Républicaine.

Pour renouer avec la Mongolie, j'ai réussi à prendre contact avec le directeur du conservatoire d'Oulan Bator et lui ai proposé de venir donner une masterclass de clarinette ainsi qu'un concert pour l'ensemble des étudiants clarinettistes dans son conservatoire.

Nous sommes allés à Oulan Bator en février 2023 grâce au soutien de l'entreprise Buffet Crampon qui nous a prêté des clarinettes « Greenline » adaptées aux températures extrêmes de Mongolie.

Fort du succès de notre expérience sur place, j'ai décidé de créer mon association, JMFM (Jeunesse Musi-



cale France Mongolie), qui vise à favoriser les échanges culturels entre la France et la Mongolie.

Il s'agit d'une association familiale, car je suis grandement soutenue par mes parents, grands parents et autres membres de la famille.

Cette année, nous retournons bénévolement en Mongolie pour donner une masterclass de clarinette, et nous emmenons avec nous un musicien de l'orchestre de la Garde Républicaine qui donnera une masterclass de piano.

Améliorer les conditions d'apprentissage des élèves mongols

Une douzaine d'élèves a pu participer à notre masterclass en 2023. Cette rencontre a été très intéressante pour nous, musiciens français, car nous n'avions aucune idée du répertoire joué en Mongolie. Allait-on découvrir des pièces traditionnelles mongoles, ou bien retrouver nos œuvres classiques européennes (françaises, italiennes, allemandes...) ? La réponse a été très simple : un peu des deux ! Ils étaient tous très investis, et nous avons été agréablement surpris du niveau général de la classe.

Seulement, nous avons décelé que la qualité de leurs instruments ne leur permettait pas de donner le meilleur d'eux mêmes. (Un morceau de clarinette est même tombé alors qu'une étudiante était en train de jouer.) Un de nos objectifs est de pouvoir développer l'apprentissage du métier de luthier à Oulan Bator, et de pouvoir, avec l'entreprise Buffet Crampon dont les clarinettes ont une renommée inter-

ationale, permettre aux musiciens mongols d'acquérir des instruments de musique français.

L'ambassadeur de France en Mongolie nous a fait le plaisir d'assister à notre concert au conservatoire d'Oulan Bator et nous avons le privilège d'être maintenant soutenus par les deux ambassades.

Cette année, ces dernières fêteront le soixantième anniversaire des relations diplomatiques franco mongoles et notre association a été invitée pour se produire à Paris et à Oulan Bator.

À la rencontre du *ever buree* et des traditions musicales mongoles

Pour le concert de clôture de la masterclass à Oulan Bator, nous avons fait le choix de concocter un programme franco-mongol. Nous avons nous-mêmes découvert des œuvres mongoles et fait découvrir des pièces françaises à nos homologues.

Cela a pu être possible grâce à mon ami, Martin Vaysse, qui a fait des arrangements d'œuvres françaises et mongoles spécialement pour notre formation d'ensemble de clarinettes.

Au détour d'un couloir au conservatoire d'Oulan Bator, j'ai rencontré un jeune homme qui portait un instrument que je n'avais jamais vu, et qui ressemblait à une clarinette. Il m'a dit que c'était un *ever buree* et a joué un morceau pour moi. J'ai tout de suite aimé ce son typique de la Mongolie et j'espère avoir la chance d'apprendre à en jouer un jour.

”

Pour renouer avec la Mongolie, j'ai réussi à prendre contact avec le directeur du conservatoire d'Oulan Bator et lui ai proposé de venir faire une masterclass de clarinette [...] avec l'ensemble des étudiants.

Les défis d'un échange culturel durable

Je me doutais que faire venir un étudiant mongol en France serait compliqué, et j'ai effectivement mis près de 2 ans à obtenir la signature d'une convention avec le CNSM de Paris, dans lequel j'étudie actuellement.

Le but de cette convention est de permettre à un clarinettiste Mongol d'assister à des cours au conservatoire pendant son séjour à Paris. Mais, alors que tout est prêt pour l'accueillir, les fonds de l'association sont encore insuffisants.

Nous avons pourtant multiplié les demandes de subvention et concerts à Orléans depuis la création de notre association. Nous persévérons néanmoins pour que ce projet se réalise.

Si vous désirez vous lancer dans une aventure similaire ou nous soutenir, n'hésitez pas à nous contacter !



LOIRET

TÉMOIGNAGE

Photos :
Les Physiotrotters

SOIGNER ET ACCOMPAGNER : LA KINÉSITHÉRAPIE, UNE PASSERELLE INTERCULTURELLE

> Les Physiotrotters

Article rédigé par Elisabeth, Jeanne, Pauline et Elise, membres de l'association Physio Trotters. Cette association a été créée en 2023 afin de faciliter les échanges et la mobilité internationale des étudiants de l'École Universitaire de Kinésithérapie Centre-Val de Loire.

Nous sommes quatre kinésithérapeutes diplômées d'Orléans, animées par l'envie de découvrir, d'échanger et de partager notre métier dans un pays riche de contrastes et de traditions. Du 29 octobre au 8 décembre 2024, nous avons vécu une aventure humaine et professionnelle au cœur de la province de Battambang, au Cambodge. Cette mission, fruit de deux années de préparation, a été rendue possible grâce à l'association Brahma Kesa, présente dans la région Centre-Val de Loire et menant des projets au Cambodge depuis près

de 20 ans. Le projet Physiotrotters 2024, a marqué une nouvelle étape pour Brahma Kesa : une ouverture vers le domaine de la santé. Pendant six semaines, nous avons réalisé des actions sur trois lieux : l'hôpital privé Handa, l'école de cirque Phare Ponleu Selpak, et un petit village de la commune de Reing Kesy. Trois lieux, trois ambiances mais un fil rouge : la kinésithérapie au service de la rencontre.

À l'hôpital Handa, nos journées s'étendaient de 8h à 17h. Nous avons accompagné Den, le kinésithéra-



”

Ces six semaines nous ont aussi permis d'effectuer un véritable état des lieux afin de préparer un retour concret sur la réalité du terrain. Ce premier contact a posé les bases de futurs projets, on l'espère, plus durables et plus adaptés au contexte local.

peute local, dans la prise en charge de patients post-opératoires, souvent blessés lors d'accidents de la route. Nous avons eu la chance de participer à la vie de l'équipe médicale et d'animer en fin de mission un séminaire sur l'ergonomie, la kinésithérapie pédiatrique et périnatale.

À Phare, école de cirque et centre culturel, nous intervenions auprès des jeunes circassiens, du staff et des artistes invités, notamment lors du festival international de cirque. Strap, thérapie manuelle, premiers soins... dans une ambiance créative et engagée, où l'art se mêle à la résilience. Nous avons complété l'action de Sokia, un ostéopathe présent une fois par semaine dans cette école. Parmi les nombreuses situations vécues, celle d'une petite fille de 10 ans nous a particulièrement marqué. Faute de moyens, elle n'avait jamais été en contact avec un médecin. À la suite d'une séance avec elle, nous avons observé des difficultés respiratoires importantes nécessitant un suivi médical et avons pu alerter sur la situation. Cela montre particulièrement les obstacles présents sur place et l'importance cruciale des prises en charge en santé.

Dans le village, nos matinées étaient consacrées aux femmes et aux enfants et les après-midis à l'appui à l'installation des classes, dans une école tout juste sortie de terre grâce au soutien de l'association Brahma Kesa. Nous avons conclu cette immer-

sion par une visite du dispensaire local.

Au fil des jours, nous avons échangé avec de nombreux professionnels de santé, visité un centre pour enfants en situation de handicap (Hope Kids), ainsi que le grand hôpital public de Battambang. Cette dernière visite en particulier nous a révélé les besoins criants en soins de rééducation, notamment sur les sujets de l'AVC et la rééducation post-natale.

Ce voyage a été pour nous un réel apprentissage. Certaines journées ont été plus vides que d'autres, peu de patients, peu d'actions concrètes à mener. Nous n'y étions pas préparées, car notre vision initiale du volontariat était assez idéalisée : nous voulions être actives et apporter quelque chose de significatif. Ces moments, pourtant déstabilisants au départ, nous ont poussées à réfléchir en profondeur. Nous avons compris que nous étions accueillies dans des endroits qui fonctionnent sans nous. Quelle était donc notre place ? Petit à petit, nous avons saisi le véritable sens du volontariat : écouter, observer, partager, échanger. Offrir nos connaissances, afin de contribuer à notre manière.

Ces six semaines nous ont aussi permis d'effectuer un véritable état des lieux afin de préparer un retour concret sur la réalité du terrain. Ce premier contact a posé les bases de futurs projets, on l'espère, plus durables et plus adaptés au contexte local.

Car nous l'avons compris, une mission de volontariat ne se construit pas à partir de nos envies, mais à partir des besoins réels, des échanges et rencontres que l'on fait sur place. Cette démarche ne peut exister que lorsqu'on prend le temps de vivre aux côtés de la population.

Au-delà de l'aspect médical, cette mission nous a profondément marquées. Le Cambodge a une histoire douloureuse, mais un peuple debout, digne, tourné vers l'avenir. Grâce à nos échanges, aux sourires croisés, à la générosité reçue, nous avons appris quelques mots de khmer, compris des gestes mais surtout ressenti une chaleur humaine.

Nous repartons avec l'envie de transmettre cette expérience, notamment auprès des étudiants en kinésithérapie. D'ailleurs, deux futures kinésithérapeutes se préparent déjà à poursuivre le projet. Une vidéo est aussi en cours de création pour donner vie aux images, aux sons, aux émotions.

Ce que nous retenons de cette mission ne tient pas seulement à ce que nous avons fait, mais surtout à ce que nous avons vécu. Les liens créés, les échanges, les moments partagés nous rappellent que soigner, c'est aussi écouter, apprendre et s'ouvrir à l'autre. À Battambang, nous avons mis nos compétences au service des autres, mais cette expérience nous a autant, si ce n'est plus, enrichies en retour.



CHER

INTERVIEW

A.S.I.E : ÉDUCATION ET HUMANISME AUX PAYS DE LA JUNGLE ET DES STEPPES

> Association de Solidarité
Internationale et d'Éducation
(A.S.I.E)

Photo :
Ballet national
d'Ouzbékistan (Ensemble
Bakhor) (crédit photo :
Bobur Alimkodjaev)
et A.S.I.E

Née en 2011, l'Association de Solidarité Internationale et d'Éducation (A.S.I.E) se donne comme mission de créer des ponts de solidarité et de fraternité entre les jeunes français et les populations en Inde du Sud, en Ouzbékistan et en Chine.

Ce sont plus de 40 missions individuelles ou collectives qui ont permis à plus de 500 jeunes, principalement de la région Centre-Val de Loire, de se former, de vivre une expérience de solidarité internationale et de la restituer, à leur retour, devant un public. Les missions se construisent avec des partenaires locaux autour de projets d'éducation, culturels, artistiques, environnementaux et de mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD).

L'humain d'abord

L'humain « ici et là-bas » est le socle de l'association ! Faire vivre les parts les plus profondes de l'humain pour devenir un citoyen du monde, responsable, fraternel, engagé,

épanoui et heureux, sont les axes autour desquels se construisent les actions.

Agir, dans la solidarité internationale, n'est pas suffisant si une solide connaissance de l'autre et de soi n'est pas acquise, si les valeurs et les convictions ne sont pas des intentions mais des réalités quotidiennes dans la vie des bénévoles.

Une étude réalisée par une étudiante de master en stage à l'association a montré, dans une enquête, que plus de 50% des jeunes qui ont vécu une expérience solidaire avec A.S.I.E disent que leur destin en a été durablement modifié...

Pour certains, ce fut la sortie définitive de la délinquance, d'autres une orientation universitaire vers les problématiques des pays du sud, une jeune devenue maman qui dit éduquer son enfant selon les préceptes de la fraternité, du partage, de l'ouverture à l'autre et du respect de la planète, ou, encore pour d'autres, l'orientation de sa vie qui s'annonçait locale par un parcours de vie à l'international.



Là-bas, dans les pays où A.S.I.E intervient, nous mesurons des effets similaires comme des enfants orphelins qui, motivés par les rencontres avec des jeunes français, se battent avec notre soutien financier, pour devenir médecins, infirmier/ère(s), sages-femmes, ingénieur(e)s, comptables, etc.

A.S.I.E est un état d'esprit, un regard positif sur une jeunesse qui est loin d'être désespérée quand on lui offre de l'écoute et un soutien pour se construire en dehors des pressions sociales immenses qu'elle subit consciemment ou pas.

Nos partenaires sont pour beaucoup ceux de la 1ère heure. Nous les avons choisis par une découverte progressive, « step by step », qui conduit à une très bonne connaissance des uns et des autres. Ainsi, mettre en œuvre des actions est aisée car une relation de confiance, un respect mutuel avec des lignes qui fixent le cadre des relations permettent d'être plus efficace et de travailler sur des temps longs et des projets évolutifs.

L'avenir en tête

A.S.I.E c'est un Conseil d'Administration de 25 personnes dont beaucoup de jeunes, c'est une gouvernance qui, après 14 ans, de fonctionnement se remet en cause pour s'adapter à son époque et laisser l'avenir de l'association à des plus jeunes. Centraider est un acteur important dans cette transition tout comme la Ligue de l'Enseignement du Cher.

A.S.I.E est également une association qui évolue dans le contenu de ses projets. Désormais, nous agissons aussi par des actions de constructions de bâtiments à l'orphelinat Dhan Karunai Illam à Nilakottai au Tamil Nadu ou encore un projet d'écotourisme au Kerala. Ce projet, à

l'étude, consiste en la rénovation de métiers à tisser pour une association de femmes qui ont perdu leurs outils de travail à cause d'une inondation liée au dérèglement climatique, qui a ravagé leur village, Chendamangalam, et fait des victimes. Nous allons participer à la construction d'un local où elles pourront travailler devant des touristes locaux et vendre leur production. Ce projet s'inscrit dans un projet local mené par une association indienne de création d'un circuit d'écotourisme dans et autour du village (randonnées, temples typiques, musée, rivières navigables, etc.). Une petite « guest-house » permettra un accueil pour dormir et manger.

Ce projet nous le menons avec le Lycée des Métiers, Jean de Berry à Bourges et, dès février 2026, une dizaine d'élèves vont se rendre sur place, avec 2 professeurs et 2 bénévoles d'A.S.I.E, pour commencer la rénovation des métiers à tisser et la construction de petits mobiliers. En 2027, un nouveau groupe poursuivra le projet.

Un passeur de culture

A.S.I.E est également un acteur en région Centre-Val de Loire avec des centaines de jeunes écolier/ère(s), collégien/ne(s), lycéen/ne(s), étudiant/e(s), sportif/ve(s) de haut niveau, sensibilisé(e)s ou formé(e)s à l'ECSEI et aux ODD dans le cadre de différents dispositifs comme « RECITAL » proposé par l'AFD et coordonné par Centraider.

Notre place d'acteur culturel s'exprime depuis ses origines par des expositions, des conférences, des spectacles présentant les cultures des pays d'Asie. En novembre 2025, une exposition du photographe ouzbek Bobur Alimkhodjaev, un des plus grands photographes actuels, présentera une exposition, sur le thème du mouvement, au Conservatoire de danse et musique de Bourges et il fera des master-class auprès d'étudiant/e(s). De même, pour la 2^{ème} fois, nous envisageons d'accueillir un(e) Service Civique International ouzbek pendant 8 mois à partir d'octobre. Ses missions seront de valoriser la culture de l'Ouzbékistan, de sensibiliser des centaines de jeunes aux enjeux climatiques de son pays menacé par des sécheresses et des températures extrêmes (-30° à plus de 50° dans certaines régions), aux problématiques de l'eau et de l'assainissement. Avec lui/elle nous travaillerons sur la création d'un mini-festival de cinéma d'Asie centrale en partenariat avec le Centre national cinématographique d'Ouzbékistan.

A.S.I.E est ouvert à toutes et tous. Rejoignez-nous !



***A.S.I.E est un état d'esprit,
un regard positif sur une
jeunesse qui est loin d'être
désespérée quand on lui
offre de l'écoute et un
soutien pour se construire
en dehors des pressions
sociales immenses qu'elle
subit consciemment ou
pas.***



INDRE-ET-LOIRE

INTERVIEW

LE JUMELAGE ENTRE TOURS ET TAKAMATSU

Elise Pereira Nunes

> Adjointe au maire de Tours, déléguée à l'égalité des genres, à la lutte contre les discriminations, aux relations internationales, aux réseaux de villes et à la francophonie

Photos :

Les ambassadeurs de Tours, de Takamatsu et les élus E. Pereira Nunes et B. Haas au Jardin Botanique aux couleurs du Japon en 2023 / Ville de Tours - F. Lafite
Délégation japonaise de Takamatsu 1987 / Ville de Tours

Le jumelage entre Tours et Takamatsu, établi en 1988, est l'un des plus anciens entre une ville française et une ville japonaise. Pouvez-vous nous raconter comment cette relation a débuté et quels ont été les moments marquants de ces 35 années de coopération ?

Dans les années 1980, dans le cadre de son ouverture sur le monde et de sa stratégie d'attractivité, comme d'autres collectivités françaises, la Ville de Tours porta son regard vers l'Asie et c'est ainsi que le 21 octobre 1988, les maires de Tours et Takamatsu signaient un protocole d'accord de jumelage. Ce rapprochement s'est fait avec l'interface d'une japonaise habitant à Tours, Madame Yoko Remon.



Depuis 1988, le jumelage se vit à travers des rencontres diverses entre différents acteurs des deux villes : échanges de bonnes pratiques des jardiniers municipaux, associations d'horticulteurs, groupes d'artistes et artisans, ainsi que les jeunes (stages en mairie, échanges scolaires, universitaires...).

Avec l'ouverture en 1991 de l'antenne européenne de l'université Konan Kobe à Saint-Cyr-sur-Loire, la présence japonaise s'est renforcée dans la région. Comment cette implantation universitaire d'enseignement secondaire a-t-elle contribué à approfondir les relations culturelles et éducatives entre Tours et Takamatsu ?

De l'intention à l'implantation, le lycée Konan Kobé, a été un projet de territoire qui a suscité beaucoup d'enthousiasme des acteurs institutionnels ainsi que des Tourangeaux et des Tourangeaux. Pendant 20 ans, la Ville de Tours a entretenu des liens étroits avec le lycée et s'est associée au bon accueil des élèves du collège-lycée, des enseignants de Konan. Cet établissement a largement contribué à la notoriété et à l'attractivité de Tours, située au cœur de la vallée de la Loire ; Tours est réputée pour l'enseignement du français langue étrangère (FLE) et sa qualité de vie.

En 2016, une convention tripartite a été signée entre les jardins historiques de Tours, le jardin du château de Villandry et le parc Tamamo de Takamatsu. Comment cette collaboration influence-t-elle la gestion et la valorisation de ces espaces verts ?

La collaboration porte pour l'essentiel sur des échanges de bonnes pratiques entre les jardiniers, notamment avec l'échange de vidéos sur les techniques d'entretien et de coupes. La vocation de ces vidéos est aussi plus large car elles sont aussi diffusées au grand public lors de la manifestation annuelle le « Jardin Botanique aux couleurs du Japon » qui se tient au cœur de ce site d'exception, autour du jardin d'inspiration japonaise inauguré par le Maire de Takamatsu en 2016.

Des échanges de jeunes ambassadeurs entre Tours et Takamatsu ont lieu régulièrement. Quels sont les objectifs de ces programmes et quel impact ont-ils sur les participants et les relations entre les deux villes ?

Le programme bilatéral d'échanges des jeunes ambassadeurs a pour but d'envoyer et de recevoir 2 jeunes ambassadeurs où, pendant 8 à 10 jours, les deux jeunes interviennent dans des écoles élémentaires, collèges voir lycées, dans des bibliothèques et des centres sociaux afin de promouvoir leur ville et de créer des liens avec les citoyens.

Depuis 2023, le programme d'échanges avec Takamatsu se tient tous les 2 ans. À ce jour, 4 jeunes ambassadeurs ont bénéficié de ce programme et les 2 prochains sont actuellement en cours de sélection pour partir cet automne.

Tous les ambassadeurs et ambassadrices ont vécu cette expérience intensément, certains d'entre eux sont toujours en lien avec leur famille d'accueil, au point de les recevoir chez eux à l'occasion de vacances en France. Les liens tissés, y compris avec les citoyens sont forts, même après 2 ans, certains ambassadeurs continuent les échanges avec les citoyens, notamment par le biais de visio même après leur retour.

Ce qui est aussi singulier dans ce programme, c'est la partie restitution auprès des citoyens. À Tours, les jeunes ambas-

sadeurs ont participé à des conférences publiques lors des différentes éditions du Japan Tours Festival. Des vidéos et des expositions photos ont été produites et diffusées auprès de différents publics : dans les bibliothèques municipales, les centres de loisirs, ou les manifestations en lien avec le Japon.

En quoi ce partenariat entre Tours et Takamatsu peut-il être vu comme un levier de diplomatie décentralisée et de rayonnement international pour la ville ?

Dès la première édition en 2008, la Ville de Tours s'est engagée dans l'organisation des Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, en prenant l'initiative d'ateliers thématiques pour les collectivités françaises, jusqu'aux 8e Rencontres à Shizuoka (Japon) en octobre 2024. En octobre 2014, Takamatsu a reçu les 4e Rencontres et, en octobre 2016, Tours a organisé les 5e Rencontres qui ont été un projet de valorisation du territoire, en partenariat avec des acteurs institutionnels, chambres consulaires, entreprises. Ces rencontres à Tours ont ensuite permis la création d'un jardin d'inspiration japonaise au Jardin Botanique et d'une aire de jeux pour enfants par l'entreprise tourangelles Proludic à Takamatsu en 2021.

”

Dans les années 1980, dans le cadre de son ouverture sur le monde et de sa stratégie d'attractivité, comme d'autres collectivités françaises, la Ville de Tours porta son regard vers l'Asie [...]



LES RRMA EN ACTION



Réunion



Guadeloupe
Karib Horizon



Martinique



Mayotte



Guyane



L'ÉQUIPE DE CENTRAIDER



Murielle Mignot
Directrice
Représentation, développement de partenariat et de projets, relations institutionnelles
Action Extérieure des Collectivités
Approche multisectorielle des Services essentiels
OSIM
Orléans
direction@centraider.org
06 31 39 59 22



Charlotte Bourillon
Chargée de mission
Accompagnement des acteurs du Loiret (45) et Eure-et-Loir (28)
Référéntaire partenariat Agence de l'Eau Loire-Bretagne
Mobilité internationale de groupes de jeunes
Orléans
charlotte.bourillon@centraider.org
06 81 98 23 28



Guillaume Guefreau
Chargé de communication
Communication
Observatoire
Orléans
guillaume.guefreau@centraider.org
02 38 15 66 59



Zoé Sauvard
Apprentie Communication
Veille & site internet
Réseaux sociaux
Appui aux événements
Orléans
zoe.sauvard@centraider.org
07 63 19 06 22



Sophie Laly
Responsable administrative et financière
Gestion administrative et financière
Identification des acteurs
Relations au CA & membres
Coordination dispositif EXPLOR
Vendôme
sophie.laly@centraider.org
02 54 80 23 09



Maxime Guizouarn
Chargé de mission
Accompagnement des acteurs de l'Indre-et-Loire (37) et du Loir-et-Cher (41)
Coordination dispositif RECITAL
Vendôme
maxime.guizouarn@centraider.org
06 81 99 61 52



Aratim Kpartiou-Tchasse
Chargé de mission
Accompagnement des acteurs de l'Indre (36) et du Cher (18)
Référént Agence des micro-projets - La Guilde
Coordination dispositif EDEN
Bourges
aratim.kpartiou-tchasse@centraider.org
06 31 38 93 75



Virginia Mora-Reyes
Chargée de mission
Coordination des campagnes citoyennes : Festival des Solidarités, ALIMENTERRE
Coordination dispositif Service Civique
Tours
virginia.morareyes@centraider.org
06 42 59 76 32

CENTRAIDER
Siège
140 Faubourg Chartrain
41100 Vendôme
tél.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER
Antenne de Tours
20 rue de Montbazou
37000 Tours
tél.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER
Antenne d'Orléans
48 rue du Bourdon Blanc
45000 Orléans
tél.: 02 38 15 66 59

CENTRAIDER
Antenne de Bourges
3 rue du Moulin
18000 Bourges
tél.: 02 54 80 23 09

www.centraider.org
f t in @



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER

20 BÉNÉVOLES MOBILISÉS POUR LE RÉSEAU



Renaud Mettre
Président
Association MEDINA
Collège associations



Tony Ben Lahoucine
Président d'honneur
Collectif Resistencia,
MELI d'Issoudun
Collège réseaux
départementaux



Bertrand Sajaloli
Vice-président
Université d'Orléans
Collège institutions
régionales



Issouf Elii Moussami
Vice-président
Association
La Saharienne
Collège organisation
de Solidarité
Internationale issue de
l'immigration (OSIM)



Pascal Meyer
Vice-président
Réseau Afrique 37
Collège réseaux
départementaux



Denis Rasle
Secrétaire
Comité de jumelage
Saint-Amand-
Montrond/Nottuln
Collège comités de
jumelages



Gabriel Rousseau
Secrétaire
Ligue de
l'Enseignement
Centre-Val de Loire
Collège réseaux
départementaux



Jean-Claude Lézier
AGIR abcd -
Délégation de
l'Orléanais
Collège associations



Joël Dine
Agriculteurs et
Vétérinaires Sans
Frontières
Collège associations



Jean-Luc Guéry
Ambulanciers Sans
Frontières
Collège associations



Jean-François Fillaut
Cabinet ESPERE
Collège acteurs
économiques



Mamadou Diarra
Ville de Saint-Jean-de-
la-Ruelle
Collège collectivités
locales et leur
regroupement



Théodore Toulougoussou
Association des Élus
pour le Centrafrique
Collège organisation
de Solidarité
Internationale issue de
l'immigration (OSIM)



Guy Chevreau
Frères des Hommes 37
Collège associations



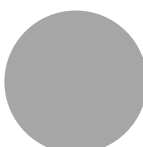
Cédric Marmuse
Ville de Blois
Collège collectivités
locales



Constance Bonduelle
Ville de Bourges
Collège collectivités
locales



Jean-Charles Nony
GREF
Collège associations



Philippe Waret
Électriciens Sans
Frontières
Collège associations



Oulématou Ba-Tall
Ville de Tours
Collège collectivités
locales



Jean-Sébastien Quella
Santé Recycle
Collège acteurs
économiques

A close-up photograph of a person wearing traditional Andean clothing, including a dark blue sweater and a vibrant, multi-colored patterned shawl. The person is holding a small purple flower in their hand. The background is a soft-focus field of similar purple flowers and green foliage.

**Célébrons la
solidarité,
continuons
d'agir**

